

# Les nouvelles d'Addis

አ ሲ ስ ፡ ዜ ኅ

# afar, partenaire ou ennemi?

Carrefour et verrou dans la corne de l'Afrique, le pays afar est encore une *terra incognita* pour l'extérieur. Cette terre oubliée du développement est pourtant prépondérante dans les stratégies géopolitiques

dossier pages 8 à 13

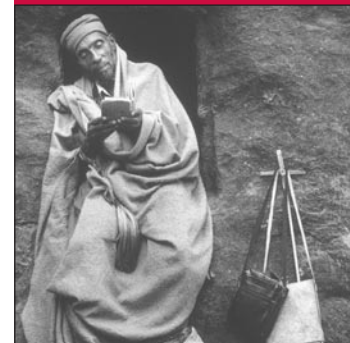
**Millenium éthiopien :** Un grand nombre de visiteurs attendus en Éthiopie. L'accueil sera-t-il à la hauteur ?, voir p. 3  
**Libéralisme :** Mélès Zénawi critique les exigences occidentales et déclare préférer la souplesse chinoise, voir p. 3

**DJIBOUTI**  
 Découverte d'un charnier dans le nord.  
 Page 6

Le président de la Ligue djiboutienne des droits humains emprisonné.  
 Page 5



**Howell.** Mort du grand paléanthropologue. Page 14



**Macé.** "Éthiopie, le livre et l'ombrelle" Sublime. Page 14

**CORNE DE L'AFRIQUE**  
 Les dérives de la « guerre contre le terrorisme » : des prisonniers sans droits ?  
 Page 4

**TERRORISME**  
 Le point pour la région en février et mars  
 Pages 6-7

**15 janvier, Bruxelles.** Au cours d'une rencontre avec Sharif Hassan sheikh Aden, le président du Parlement somalien, Louis Michel, le commissaire européen en charge du développement, se déclare préoccupé par les opérations américaines en Somalie, au moment où, selon lui, l'heure est à la réconciliation nationale. L'Union européenne serait prête à débloquent des fonds pour la Somalie, tout en demandant le départ rapide des troupes éthiopiennes et le déploiement d'une force internationale de paix.

**12 janvier, Djibouti.** Le ministre djiboutien des Affaires étrangères considère que le raid aérien américain en Somalie est contre-productif. Il a été mené par des appareils rattachés à la base américaine basée à Djibouti.

**12 janvier, Khartoum.** Visite au Soudan du nouvel envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson. Après une rencontre avec le chef de l'État soudanais qu'il a qualifiée de « fructueuse et positive », Jan Eliasson a également eu des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères soudanais

Lam Akol, les conseillers du président, ainsi que Minni Minawi le leader de la faction du Mouvement de libération du Soudan (SLM) qui n'a pas signé l'accord de paix du Darfour.

**14 janvier, Baïdo.** Le parlement somalien approuve l'instauration de l'état d'urgence et de la loi martiale, décrétés par le Président somalien, Abdullahi Youssouf, fin décembre, pour une durée de trois mois renouvelable.

**14 janvier, Mogadiscio.** Un convoi éthiopien attaqué, près de l'hôpital Arafat, de Mogadiscio. L'échange de feu a duré une trentaine

de minutes. On ignore qui sont les auteurs de l'attaque, mais les soupçons se portent sur les miliciens islamistes, qui ont promis de poursuivre leur combat sous la forme d'une guérilla, après leur déroute de décembre.

**17 janvier, Baïdo.** Les parlementaires somaliens destituent le président de l'assemblée, Sharif Hassan sheikh Aden, accusé de tentatives de médiation avec les islamistes. La motion de défiance a été adoptée par 183 voix pour et 9 contre à Baïdo (250 km au nord-ouest de Mogadiscio), siège des

## É C O N O M I E , P O L I T I Q U E , S O C I É T É

COLETTE DELSOL, ROBERT WIREN, ALAIN LETERRIER

## Universités éthiopiennes Le grand bond en avant

**L**e gouvernement éthiopien a déclaré le 18 mars que plus de 120.000 étudiants faisaient leurs études dans vingt-et-une universités d'État à travers le pays. Environ 41.000 étudiants ont été recrutés dans des universités, et plus de 11.000 d'entre-eux sont entrés dans treize nouvelles universités en cours de construction, a précisé le ministre éthiopien de l'Éducation, Sintayehu Woldemichael, lors d'une conférence tenue à l'université de Jimma, située dans l'ouest du pays.

La construction de ces universités est très importante pour atteindre les objectifs de développement fixés par le gouvernement et pour permettre à l'Éthiopie de devenir un pays à revenu intermédiaire, a indiqué le ministre.

Il n'y avait que deux universités en Éthiopie il y a quinze ans, avec une capacité de recrutement de 3.000 étudiants, a rappelé M. Sintayehu ; la capacité de recrutement actuelle des écoles secondaires s'élève à 1,1 million, soit une augmentation de 33%. Le nombre d'élèves des écoles primaires ayant atteint 14 millions. Par ailleurs, toujours selon le ministre de l'Éducation, le gouvernement éthiopien consacre 50% de son budget éducatif au financement des activités dans les villages et les villes. – (Addis-Abeba, 18 mars 2007, Xinhua)

## Investissements en Éthiopie 4 milliards de \$US annoncés pour 2007

**R**emarquable augmentation du flot des investissements directs étrangers vers l'Éthiopie, qui atteignent 4 milliards de dollars en 2007, selon l'Agence éthiopienne d'investissement (EIA), rapportée par Ethiopian News Agency (ENA). S'adressant à la presse à Addis-Abeba, le directeur du département de promotion de l'investissement et des relations publiques de l'EIA, Aklilu Wolde-Mariam, a indiqué qu'en moyenne le nombre de licences d'exploitation délivrées aux projets d'investissement étrangers est de 500, contre 40 en 2002. « Quelque 556 projets disposant de licence ont été enregistrés durant les six derniers mois », a poursuivi M. Aklilu, ajoutant que le capital d'investissement étranger est passé de 3 milliards de \$US en 2002 à plus de 4 milliards en 2007, soit une progression de 33 % sur cinq ans.

« Le capital investi dans les six derniers mois de l'exercice fiscal éthiopien dépasse le montant investi en 2006 et les investisseurs accourent toujours en grand nombre dans le pays », a-t-il précisé.

L'agence a délivré depuis 1993 des licences d'exploitation à 2.482 projets d'investissement étrangers avec un capital social de 10 milliards de \$US.

L'industrie, l'immobilier, l'agriculture, la chasse et la sylviculture reçoivent la plus grande partie des investissements. Un certain nombre d'entrepreneurs ont également obtenu des licences concernant les secteurs de l'éducation, de la santé, de la construction, de l'hôtellerie et du tourisme, ou la production d'énergie électrique et l'exploitation minière. La majorité des entrepreneurs viennent d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique du nord, d'Afrique... « L'obtention de licences d'investissement qui pouvait demander entre 170 à 200 jours, ne prend plus que quatre heures grâce à l'instauration du guichet unique », a ajouté M. Aklilu. – (Addis-Abeba, 14 mars 2007, avec ENA)

## Transport aérien. Sana'a et Bahrein, quatre fois par semaine avec Ethiopian

**L**a compagnie aérienne nationale éthiopienne dessert maintenant la capitale du Yémen quatre fois par semaine. Sana'a est donc relié, via Addis-Abeba à dix destinations importantes en Asie, en Europe et en Afrique. Et, à partir du 3 juin prochain, Bahrein sera desservi par un vol direct ce qui diminuera le temps actuel du voyage de trois heures. EAL renforce donc sa présence dans le Golfe persique puisque deux vols quotidiens vers Dubaï sont déjà assurés. – RW

## Commerce franco-éthiopien. Faible mais en hausse

**A** l'occasion d'un entretien avec l'ambassadeur de France en Éthiopie, Stéphane Gompertz, l'hebdomadaire *Capital* a évoqué les chiffres des exportations françaises vers l'Éthiopie. Elles ont atteint 68 millions d'euro en 2006, tandis que la France achetait pour 26 millions d'euro de marchandises éthiopiennes contre 16 millions en 2004. – RW

### GÉOTHERMIE

#### Seize sites potentiels en Éthiopie

**U**ne étude de faisabilité est en cours pour un site de production d'électricité géothermique à Tendaho, dans la région Afar, tandis qu'un autre site près du lac Langanvo va renaître après avoir connu un arrêt pour raisons techniques en 1998. Il est prévu de produire 30 MW au lieu des 8 MW proposés à l'origine. Il existe 16 sites potentiels identifiés dans le pays. – RW

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

#### La fibre optique reliera l'Éthiopie au monde

**L'**Ethiopian Telecommunication Corporation (ETC) a installé une liaison en fibre optique de près de 1.000 km pour relier son réseau de télécommunications à celui du Soudan. D'un coût de 68 millions \$US, cette interconnexion va augmenter les capacités pour les communications (données, images, téléphone, Internet) vers le monde extérieur.

Depuis 1987 le pays était relié au réseau international par une station satellite qui ne pouvait plus répondre à un trafic en augmentation constante. L'Éthiopie compte actuellement 900.000 lignes terrestres et 1,1 million de téléphones mobiles. Pour ETC le coût mensuel d'accès au réseau international va passer de 150.000 \$US à 100.000 \$US par mois. – RW

### HAUSSES

#### Croissance rapide et inflation en Éthiopie

**D**epuis quatre ans l'économie éthiopienne connaît une croissance rapide, de l'ordre de 10% selon le Premier ministre et de 9,5% d'après le FMI. Mélès Zénawi a estimé que cette hausse est deux fois plus forte que la croissance moyenne des pays africains. Mais il a admis que le coût de la vie était en hausse lui aussi. Le FMI a demandé au gouvernement de réduire l'inflation pour réduire la pauvreté. En 2005 les prix en augmenté de 12%. Autre problème dû à la croissance rapide, le déficit du commerce extérieur s'est creusé et les réserves en devises ont baissé. – RW

### Santé : Danger médicaments

**L'**Association éthiopienne de protection des consommateurs s'alarme de la prolifération dans la capitale de médicaments périmés ou falsifiés. Le manque de médicaments incite des commerçants peu scrupuleux à proposer aux malades des préparations soit inefficaces, soit dangereuses parce que périmées ou inadaptées à leurs besoins médicaux.

Il en est de même pour certaines préparations alimentaires dont les emballages portent des mentions qui ne correspondent pas au contenu. Ainsi des mentions "sans sucre" ou "sans cholestérol" pour des produits qui n'en sont pas exempts. Autre domaine où les contrefaçons sont légion, celui des cosmétiques où les composants sont très souvent sujets à caution, tant pour les consommateurs que pour l'environnement.

L'Association demande au gouvernement de recevoir les plaintes des consommateurs abusés. Elle devrait être entendue, puisque depuis septembre dernier, elle est placée sous la tutelle du ministère éthiopien de la Justice. – CD

### Horticulture : L'Éthiopie se lance des fleurs

**N**ouvelle coqueluche de l'économie éthiopienne, la floriculture. Alors qu'il inaugurerait l'exposition "La nouvelle image de l'Éthiopie", exposition de floriculture, le vice-Premier ministre Addisu Legesse s'est félicité de la réussite de ce secteur économique et de sa croissance pendant les quatre dernières années. L'exposition qui était organisée par l'Association des producteurs et exportateurs horticoles, a accueilli quelque 150 exposants venus de 20 pays. Elle comprenait aussi des exposants producteurs de fruits et légumes et des semenciers. Si l'horticulture et le maraîchage peuvent constituer des secteurs de développement pour l'Éthiopie, il faut aussi en mesurer l'impact écologique, sachant que ces secteurs sont gourmands en engrais, en traitements chimiques et en eau. – CD

### Qat kenyan : Victime de l'instabilité somalienne

**L**es producteurs de qat kenyans de Naymbene (district de Meru, 300km de Nairobi) paient les pots cassés du désordre somalien. Ces paysans étaient les principaux fournisseurs des consommateurs somaliens avant l'avènement de l'Union des tribunaux islamiques et l'interdiction de la plante euphorisante. Puis les navettes aériennes entre Kenya et Somalie ont été suspendues, probablement sur pression américaine, car le Kenya craignait que les vols ne soient utilisés pour le transport d'armes et d'extrémistes. Ce sont donc les producteurs de qat éthiopiens qui ont profité du vide laissé par leurs collègues kenyans. – CD

### Addis-Abeba : Pourquoi les prix s'envolent

Selon le *Daily Monitor*, les prix de certaines denrées qui constituent la base de l'alimentation des Éthiopiens ont grimpé de façon alarmante en quelques semaines, les oignons et le *berberé*, par exemple.

**4** BIRR LE KILO D'OIGNONS, au lieu de 1,5 le mois dernier, soit 267% d'augmentation...

**400** BIRR LE FERESULA DE BERBERÉ, au lieu de 150 le mois dernier, soit 267%, là encore, d'augmentation du *feresula* (17 kg). De même, pour les fruits et légumes...

Un conseiller de l'Association éthiopienne de protection des consommateurs, interrogé par le *Daily Monitor*, estime que ces augmentations de prix sont artificielles et qu'elles ne sont pas liées à l'augmentation du prix des carburants. Selon cet expert, même si le marché est libre, les autorités devraient intervenir afin de permettre aux plus vulnérables de se fournir sur les marchés de la capitale. Certains estiment d'ailleurs que la capitale devient économiquement hostile aux pauvres. D'autres attribuent cette envolée des prix à des problèmes de récoltes dans certaines zones d'Éthiopie. – CD

institutions somaliennes de transition.

**19 janvier, Mogadiscio.** Plusieurs explosions secouent la résidence du président de transition somalien, Abdulahi Yusuf Ahmed. Selon certains témoins, 15 hommes armés auraient attaqué les forces gardant la Villa Somalia.

**19 janvier, Addis Abeba.** Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) décide le déploiement d'une force de paix en Somalie pour six mois. L'Amisom (Mission africaine en Somalie) doit aider et soutenir le gouvernement fédéral de transi-

tion, faciliter les opérations humanitaires en Somalie et y consolider la paix et la stabilité. L'Amisom devrait être composée de neuf bataillons de 850 effectifs chacun, avec des composantes maritimes et aériennes.

**20 janvier, Mogadiscio.** Nouveaux incidents dans la capitale somalienne. Un convoi militaire éthiopien riposte après avoir subi l'attaque d'un homme armé d'un fusil AK-47. Les militaires éthiopiens auraient répliqué en utilisant un canon antiaérien, provoquant la panique parmi la population. Un premier

bilan fait état de quatre morts et une dizaine de blessés, la plupart sont des civils.

**20 janvier, Nairobi.** Une trentaine de personnes soupçonnées d'être proches des Tribunaux islamiques somaliens expulsées vers Mogadiscio. Les avocats protestent, craignant que leurs clients ne soient exécutés. Le porte-parole du gouvernement somalien, Abdirahman Dinari affirme qu'ils seront interrogés et relâchés s'ils n'ont rien à se reprocher.

**22 janvier, Sanaa.** La communauté juive du Yémen est-elle menacée par des extrémistes

religieux ? Certains d'entre-eux, établis à Saada (environ 200 km de Sanaa), affirment avoir reçu des menaces de mort qui émaneraient de proches du religieux yéménite Hussein al-Houthi. Le ministère israélien des Affaires étrangères prend l'information très au sérieux.

**22 janvier, Lilongwe.** Le Malawi est prêt à envoyer des troupes pour contribuer à la force de paix qui doit être déployée sous l'égide de l'Union africaine en Somalie. Le pays a déjà fourni des troupes pour le Darfour et le Congo.

**22 janvier, Mogadiscio.** L'armée éthiopienne

et les forces de l'ordre somaliennes ont ouvert le feu lundi à Mogadiscio sur des personnes protestant contre une opération dans un quartier du nord de la capitale somalienne, faisant trois morts, selon des témoins. **22 janvier, Nairobi.** Pour la première fois, le Forum social mondial se réunit en terre africaine. La prix Nobel Wangari Maathai, demande l'abandon de la dette des pays en développement, estimant que les prêts ont été accordés à des gouvernants irresponsables qui ne les ont pas utilisés pour répondre

ROBERT WIREN

# Millenium éthiopien

## Un grand nombre de visiteurs attendus

### L'accueil sera-t-il à la hauteur ?

**S**elon le calendrier éthiopien, le 11 septembre prochain sera le commencement de l'an 2000. Un certain nombre d'événements doivent être organisés et pour cela un Comité du millenium a vu le jour. Paul Henze qui s'intéresse particulièrement aux richesses du patrimoine culturel et paysager de l'Éthiopie, a fait parvenir des réflexions sur l'état du tourisme à ce Comité. En effet, à Addis-Abeba on pense que le nombre de visiteurs venus de l'étranger va doubler à cette occasion. Les Éthiopiens vivant à l'étranger devraient être majoritaires parmi ces visiteurs supplémentaires.

#### La diaspora éthiopienne : une clientèle nouvelle

On peut penser que les membres de la diaspora éthiopienne profiteront d'un séjour en famille pour voyager et mieux connaître leur pays et qu'en raison de leur niveau de vie comparable à celui des touristes étrangers, ils souhaiteront comme ces derniers trouver des lieux d'hébergement, et des moyens de transport intérieurs et des services divers (accès à Internet et au téléphone par exemple). Les améliorations apportées dans ces domaines seront utiles pour le développement du tourisme au-delà des célébrations de septembre prochain.

#### Des avancées notables : le tourisme est plus facile

Tout d'abord il faut noter que depuis une quinzaine d'années, des avancées notables ont rendu le tourisme plus facile : l'économie est plus dynamique, les transports et le réseau routier ont été nettement améliorés, le nombre d'hôtels et de restaurants est en hausse et les formalités d'entrée (visa, douanes et change) ont été simplifiées. Toutefois les nombreux points faibles qui subsistent ont amené Paul Henze à mettre l'accent sur les priorités que nous avons résumées.

#### Liaisons aériennes intérieures : autoriser de nouveaux transporteurs

Actuellement Ethiopian Airlines n'est pas en mesure d'assurer aux voyageurs et aux touristes individuels un service fiable. Trop souvent des usagers voient leur voyage interrompu et leur réservation difficilement obtenue annulée. De nouveaux transporteurs devraient être autorisés, ce qui provoquerait une amélioration du service.

#### Hôtellerie : des normes minimales doivent être respectées

Des hôtels ont été construits un peu partout, dans les principales villes et surtout dans la capitale où 24 établisse-

ments seraient actuellement en construction (dont un Novotel et un Ibis, appartenant au groupe Accor). Souvent la qualité et la décoration des équipements existants sont médiocres. Il n'y a guère eu de supervision suivie de la part des autorités et on a l'impression que certains gestionnaires s'attribuent des étoiles sans rapport avec le niveau de confort offert. Ce dont l'Éthiopie a besoin en dehors d'Addis-Abeba, ce ne sont pas des 5 étoiles avec piscine, tennis, salle de musculation et meubles luxueux. Il faudrait concevoir des hôtels pour des séjours brefs et pouvant recevoir un ou plusieurs groupes. Leur localisation devrait tenir compte de l'accès par la route et du temps de parcours entre les sites intéressants. Pour accueillir les touristes, les exigences devraient inclure les points suivants : des chambres simples mais propres, des sanitaires qui fonctionnent, un éclairage qui permet de lire le soir (ne serait-ce que le guide et les brochures touristiques), le petit déjeuner et des repas sur place ou à proximité, téléphone simple d'accès et si possible internet, environnement agréable et sans bruit.

L'Éthiopie n'a pas encore établi de critères de classement des hôtels, ni instauré d'inspections pour vérifier si des normes minimales sont respectées.

#### Cartes de crédits : combler le retard du pays

L'Éthiopie est très en retard en ce qui concerne les cartes de crédit ; ce moyen de paiement est encore pratiquement inconnu en Éthiopie profonde.

#### Agences locales de voyages : penser au label là aussi

En ce qui concerne les agences de voyage locales, il serait utile également d'instaurer un label officiel qui comprendrait une évaluation des prestations de l'agence – de leur efficacité, voire même de leur honnêteté.

#### Respect des visiteurs de la part des badauds

Si les Éthiopiens sont généralement polis et hospitaliers, le comportement de certains badauds vis-à-vis des visiteurs près des sites touristiques – les enfants et les adolescents en particulier – est souvent horripilant, ce qui donne une impression négative du pays. Il serait utile de leur apprendre à dire « hello » ou « welcome » plutôt que de harceler les touristes pour obtenir des crayons ou de l'argent et de crier sans cesse « you, you ».

#### Améliorer les guides touristiques, les points d'information et la formation des personnels de contact

Guides et informations touristiques sont à retravailler ; l'effort de formation du personnel du secteur (guides et hôtellerie) doit être amélioré et augmenté. On devrait pouvoir acheter des guides et des cartes touristiques dans les principaux hôtels et sur les grands sites touristiques. Les autorités régionales et locales pourraient éditer des brochures d'information. Mais l'une des priorités dans ce domaine serait la publication d'une carte routière nationale à jour et d'une brochure contenant une information élémentaire pour les visiteurs (statistiques importantes, règlement douanier, change des devises, etc.). Ces documents devraient être disponibles dans les ambassades éthiopiennes à l'étranger.

#### Mais le Millenium éthiopien ne concerne pas que le tourisme...

Des initiatives dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'éducation ont été lancées (infos en anglais sur [www.ethiopia2000.com](http://www.ethiopia2000.com)). Nous en reparlerons dans LNA 57. – RW

ROBERT WIREN

# Libéralisme. Mèlès Zénawi critique les exigences occidentales et préfère la souplesse chinoise

**L**e Premier ministre éthiopien estime que les réformes « néo-libérales » demandées à l'Afrique par la Banque mondiale et d'autres organismes ont échoué et n'ont pas entraîné la croissance attendue. Dans une interview publiée par le quotidien *Financial Times*, Mèlès Zénawi a mis en cause la pensée économique dominante au sein des pays occidentaux. « Je crois dans un État qui agit fortement pour le développement. » Selon lui, l'État ne doit pas intervenir de façon inconsidérée mais pour corriger les défauts d'un marché envahissant. Il s'agit de combiner des mesures internes

et externes au marché. Et il a cité comme modèle la Corée et Taiwan.

Afin d'obtenir des financements, l'Éthiopie a dû se plier à un certain nombre d'exigences de la Banque mondiale. Si par exemple le marché agricole a été libéralisé, par contre le gouvernement éthiopien n'a pas voulu privatiser la compagnie nationale aérienne, ni les télécommunications. « Le téléphone mobile est un moyen de faire de l'argent en Afrique », a dit le dirigeant éthiopien. « La question, c'est de savoir comment on utilise cet argent. Va-t-on l'utiliser pour des infrastructures moins rentables mais plus importantes pour le futur ? »

Mèlès Zénawi a aussi défendu la volonté de la Chine de prêter de l'argent aux pays africains sans y mettre des conditions diverses ou d'exiger des progrès en matière de gouvernance. « La bonne gouvernance ne peut venir que de l'intérieur, elle ne peut être imposée de l'extérieur. C'est une illusion que les Chinois ont rendu vaine ». L'Éthiopie a obtenu au total 3,5 milliards \$US de la part de la Chine : 500 millions qui sont des prêts à taux préférentiels, 1,5 milliard en investissements dans les infrastructures de télécommunications et 1,5 milliard sous forme de crédits commerciaux à court terme. – RW

**4 février, Hargeisa.** Alors qu'ils devaient comparaître le 4 février 2007 devant le tribunal régional d'Hargeisa, le directeur du journal somalilandais *Haatuf*, Yusuf Gabobe, et son rédacteur en chef, Ali Abdi Dini ont été transférés dans une prison de Mandera, une localité située à 60 km de la capitale, sur la route de la ville côtière de Berbera. Ils étaient incarcérés au quartier général de la police, à Hargeisa, depuis leur arrestation, le 2 janvier. Un correspondant du journal à Borame, Mohamed Omar, qui avait été arrêté à son domicile le 14 janvier, puis détenu au commissariat de Kodbur à Hargeisa, a également été conduit à Mandera.

•••

aux besoins élémentaires des populations.  
**23 janvier, Addis-Abeba.** L'Éthiopie est touchée par une épidémie de choléra. Officiellement, on parle de diarrhées acveuses aiguës, mais les organisations internationales estiment qu'il s'agit bien du choléra qui pourrait s'être propagé depuis la frontière soudano-éthiopienne et qui se serait dispersé dans plusieurs régions éthiopiennes.  
**27 janvier, Nairobi.** Deux femmes tuées lors du vol de leur véhicule appartenant à l'ambassade des États-Unis au Kenya. Les

victimes se trouvaient avec deux autres personnes dans le véhicule où elles attendaient un collègue lorsque quatre individus leur ont tiré dessus. Ces vols de véhicules avec violence semblent se répandre au Kenya.  
**27 janvier, Moscou.** La Russie n'exclut pas d'envoyer des militaires au Darfour, dans le cadre d'une force onusienne de normalisation.  
**27 janvier, Mogadiscio.** Quatre tirs de mortier tirés sur un camp des forces éthiopiennes, à Darmoley (10 km au nord de la capitale).  
**27 janvier, Addis-Abeba.** Le Premier ministre

éthiopien, Méléts Zénawi, annonce qu'un tiers des troupes éthiopiennes déployées en Somalie quitteront le pays dans les deux jours ; les deux autres tiers y resteront encore quelques semaines pour soutenir le gouvernement.  
**28 janvier, Asmara.** La FAO s'inquiète de l'apparition de criquets dans les zones côtières de l'Érythrée. 4.000 ha feraient l'objet de surveillance et de traitements depuis décembre.  
**5 février, Addis-Abeba.** Selon un expert éthiopien de l'Institut de recherche agricole, l'Éthiopie perd 200.000 hectares de forêt

## G É O P O L I T I Q U E D E C R I S E

ROBERT WIREN

## Corne de l'Afrique. Les dérives de la "guerre contre le terrorisme" : des prisonniers sans droits

**A** Nairobi, la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a dénoncé « l'arrestation arbitraire et la détention, hors de tout cadre légal, de plus de soixante-dix Kényans et non-Kényans ». Le journal *le Monde* a cité cette organisation dans un article publié sous le titre « Les islamistes somaliens, nouveaux détenus fantômes ».

Il semble que l'intervention éthiopienne en Somalie ne soit pas qu'une simple opération de police pour venir en aide à un gouvernement transitoire somalien en difficulté. Cette intervention, décrite comme une initiative d'Addis-Abeba destinée à compenser la défaillance de la communauté internationale, apparaît de plus en plus comme l'application dans la corne de l'Afrique de la « guerre contre le terrorisme », définie par l'administration Bush et menée avec des méthodes contraires aux valeurs démocratiques mises en avant par Washington.

On savait déjà que la CIA avait organisé des vols spéciaux pour envoyer des prisonniers sans statut légal vers divers pays arabes alliés<sup>(1)</sup> chargés de sous-traiter les interrogatoires, parfois accompagnés de tortures. En ce qui concerne la Somalie, on est en présence d'une dérive similaire qui est dénoncée par des défenseurs des droits de l'homme et qui est décrite par des journalistes américains appartenant au groupe de presse McClatchy.<sup>(2)</sup> Ce dernier possède plus de trente quotidiens régionaux aux États-Unis et se situe parmi les trois premiers éditeurs de journaux américains.

Dans un article du 13 mars dernier, Shank Bengali, correspondant à Nairobi, et son collègue en poste à Washington, Jonathan S. Landay, évoquent le cas d'au moins 150 prisonniers, comprenant hommes, femmes et enfants de dix-sept nationalités,<sup>(3)</sup> détenus au Kenya pendant plusieurs semaines avant d'être transférés secrètement en Somalie et en Éthiopie.<sup>(4)</sup> Et dans ces pays, ils seraient maintenus sans contact avec l'extérieur. Les auteurs de l'article affirment que l'intervention militaire de décembre 2006 en Somalie a été une opération bien coordonnée impliquant quatre pays : la Somalie avec le gouvernement transitoire, l'Éthiopie, le Kenya qui a envoyé des militaires à sa frontière pour empêcher la fuite des combattants islamistes et les États-Unis qui ont donné le feu vert à l'opération, fourni des renseignements et formé des militaires éthiopiens. Les moyens de surveillance électronique américains et l'US-Air Force ont également apporté leur concours.

D'autres prisonniers, de 45 à 60, membres de groupes rebelles éthiopiens Oromo et Ogaden, accusés d'avoir combattu aux côtés des islamistes somaliens, ont été transférés directement en Éthiopie selon le représentant à Nairobi d'une organisation internationale des droits de l'homme qui a voulu

garder l'anonymat. Et dans son article daté du 10 mars 2007, Jean-Philippe Rémy (*le Monde*), cite une source somalienne dont l'enquête est « difficilement vérifiable ». Selon celle-ci, certains suspects seraient transférés à Djibouti où il y a une base américaine, et à Godé en Éthiopie (Ogaden) où se trouvent aussi des soldats américains.

La situation en Somalie est très incertaine : le gouvernement transitoire a du mal à rétablir la sécurité, en particulier à Mogadiscio, les troupes de l'Union africaine arrivent lentement et ne sont pas très opérationnelles, les militaires éthiopiens sont obligés de rester plus longtemps que prévu alors que cette présence est mal supportée dans la population. Enfin on a l'impression que la présence dans ce pays de quelques terroristes avérés a été utilisée par les Américains et leurs alliés pour faire de tout islamiste local un adhérent d'Al-Qaïda en puissance. Or paradoxalement les États-Unis, l'Union européenne, l'Éthiopie et d'autres pays, pressent le gouvernement transitoire de favoriser une réconciliation nationale en dialoguant avec certains islamistes. Mais le président somalien Abdullahi Yussuf et son Premier ministre, Ali Muhammed Gedi, sont opposés à cette suggestion.

De ce fait, la conférence de réconciliation prévue en avril risque de ne pas même apporter un début de solution au problème politique, à savoir rebâtir un État accepté par l'ensemble des Somaliens. – RW

(1) Par exemple : le Maroc, l'Égypte ou la Jordanie.

(2) Voir site : <http://www.realcities.com/ml/d/krwashington/16896611.htm> « U.S. allies in Africa may have engaged in secret prisoner renditions ».

(3) Parmi les prisonniers il y a des personnes originaires de Somalie, du Yémen, de Syrie, de Tunisie et d'Éthiopie.

(4) Dans un deuxième article, du 16 mars 2007, les journalistes Bengali et Landay citent le cas d'un citoyen américain, Amir Mohamed Meshal, fait prisonnier alors qu'il fuyait les combats en Somalie. Il a été interrogé par le FBI au Kenya, puis renvoyé secrètement en Somalie où il a été remis aux forces éthiopiennes. Ces journalistes écrivent : « Le fait que Meshal se retrouve dans une prison éthiopienne en dehors de toute procédure régulière, soulève de nouvelles questions au sujet des principes légaux à la base de la guerre contre le terrorisme de l'administration Bush. »

## Somalie. Quand le passé éclaire le présent

**D**ans un article publié en janvier 2007 par la fondation américaine Jamestown, Andrew McGregor,<sup>(1)</sup> examine la résistance somalie à l'Éthiopie d'un point de vue historique. Pour lui, il y a une similitude entre la récente intervention éthiopienne en Somalie avec le soutien des États-Unis et les incursions éthiopiennes soutenues par les Britanniques au début du XX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, devant l'installation dans les régions somaliennes des Européens (Royaume Uni, Italie, France) et de l'Éthiopie, des dirigeants religieux somalis se sont impliqués dans les affaires séculières et ont utilisé leur position particulière pour surmonter les divisions claniques traditionnelles. Le plus connu d'entre eux, Sayyid Muhammad Abdullah Hassan, qui fut surnommé par les Britanniques, le Mad Mullah, mena à partir de 1899 une "guerre sainte" pendant vingt-et-un ans contre les envahisseurs étrangers qualifiés d'Infidèles. Rejetant l'influence étrangère, cet islamiste avant l'heure, membre de la secte rigoriste Salihya, voulait imposer la loi islamique stricte. Lui aussi s'attaqua à la consommation d'alcool, de tabac et de qat. Comme l'é-

crit le chercheur canadien : « Trop souvent l'intervention étrangère est le carburant qui permet à l'Islam politique de se renforcer au sein d'un environnement hostile ». En Somalie, comme en Irak, l'ignorance de l'histoire des peuples, semble mener l'administration américaine vers une impasse. – RW

(1) Andrew McGregor est le directeur de Aberfoyle International Security Analysis à Toronto, Canada. Son article s'intitule : « Expelling the Infidel : Historical Look at Somali Resistance to Ethiopia ». Voir le site : <http://www.jamestown.org>

### Prix de la réussite : la mort

**L**e transfert de responsabilité à l'administration du gouvernement de transition somalien peut coûter cher aux nouveaux fonctionnaires. Ainsi, le chef de la police de Kismaayo (500 km au sud de Mogadiscio), Abdi Hussein Abdulle, a-t-il été tué le 17 mars par un de ses gardes du corps. Abdi Hussein Abdulle avait lancé une offensive contre les milices locales liées aux clans de la zone et contre celles considérées proches des Tribunaux islamiques déposés, obtenant quelques résultats. – CD

## D R O I T S

CASSIM AHMED DINI

## Djibouti à la réunion de Ouagadougou malgré tout

**R**éunis en session ordinaire à Ouagadougou, les participants au 4<sup>e</sup> congrès de l'Union interafricaine des Droits de l'Homme (UIDH), venus de nombreux pays d'Afrique, ont examiné avec gravité la situation des droits de l'homme et de leurs défenseurs sur leur continent. Concernant Djibouti, et en l'absence de M. Jean-Paul Abdi Noël, empêché par l'acharnement du régime, j'ai eu l'honneur de dresser le sombre tableau prévalant en ce domaine à Djibouti ; sans manquer d'attirer l'attention de l'auditoire sur la mission (urgente) de prévention des conflits dans laquelle s'inscrivait l'essentiel de l'action de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).

Dans un contexte caractérisé par :

- la violation de l'accord de paix du 12 mai 2001, faute d'application gouvernementale, et sa dénonciation par l'autre partie,

- l'impunité généralisée accordée à tous les niveaux et dans tous les domaines, qu'elle s'applique à tous les policiers et militaires coupables de crimes et d'exactions contre les civils ou alors aux responsables administratifs et politiques s'adonnant allègrement aux détournements des deniers publics,

- la mise hors-jeu de toute l'opposition légalisée, la condamnant à se scléroser sans gloire dans une posture de boycott, et

### Paris demande des clarifications sur la mission de paix en Somalie

A l'occasion du sommet Afrique-France de Cannes, à laquelle l'Éthiopie était représentée, l'ambassadeur de France en Éthiopie, M. Stéphane Gompertz a déclaré que la France est prête à contribuer à l'opération de maintien de la paix de l'Union africaine, soit financièrement, soit dans le domaine logistique, ou encore pour la formation de personnels. Cependant il faut savoir quels sont les besoins en liaison avec l'UA, ces besoins n'étant pas encore clairement définis. L'ambassadeur a notamment déclaré : « Nous savons que l'Ouganda envoie des militaires et que les États-Unis et l'Algérie se sont proposés pour leur transport. Qu'en est-il des autres ? Nous ne savons, par exemple, quels sont les besoins du Burundi ou du Malawi en matière de transport ou de formation ? Ou en matière d'équipement ? Plus d'information sont nécessaires ». – LNA

par an. À ce rythme, le pays perdrait l'ensemble de ses réserves forestières d'ici à 2020. Pour l'ONU, il y a quarante ans, 40% des territoires éthiopiens étaient couverts de forêts, un chiffre qui est tombé aujourd'hui à 2,7%.

**6 février, Paris.** Les représentants de 58 pays réunis à Paris se sont engagés à mettre fin au recrutement illégal et au recours aux enfants dans les conflits armés, annonce aujourd'hui le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants dans les conflits armés,

présidé par l'ambassadeur de la France, Jean-Marc de la Sablière, estime à 300.000 le nombre d'enfants-soldats dans le monde.

**7 février, Baidoa.** Le Premier ministre de transition somalien procède à un remaniement de son gouvernement. Trois ministres sont limogés et une dizaine de changements sont opérés, dont le passage de Hussein Mohamed Farah Aïdid du ministère de l'Intérieur à celui des Travaux publics ; il conserve cependant ses fonctions de vice-Premier ministre.

**8 février, Addis-Abeba.** Dans un communi-

qué, l'ONLF (Front national de libération de l'Ogaden) en appelle aux organisations internationales et leur demande d'intervenir dans la région somali éthiopienne, afin d'enrayer l'épidémie de choléra qui aurait fait des dizaines de victimes, dont plus de quarante dans la seule ville de Qabri Dahare.

**8 février, Addis-Abeba.** Selon le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), l'Éthiopie aurait accueilli 50.000 demandeurs d'asile somaliens au cours des huit derniers mois.

**9 février, Dar es-Salaam.** Réunion du groupe

de contact sur la Somalie qui rassemble pays de l'est de l'Afrique, États-Unis et Union européenne. La secrétaire d'État adjointe américaine chargée des affaires africaines, Jendayi Frazer, demande un appui au gouvernement de transition et au peuple somalien.

**9 février, Djibouti.** Découverte d'un charnier dans la région du Day. Les ossements exhumés par le ravinement des eaux seraient ceux de sept civils exécutés par les Forces armées djiboutiennes, en janvier 1994, et dont les corps n'avaient pas été retrouvés. La

Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH), par la voix de son président Jean-Paul Noël Abdi, s'est mise à la disposition des familles des victimes pour faire valoir leurs droits auprès de la justice djiboutienne.

**11 février, Kismayo.** Un attentat à la bombe suivi de tirs nourris des forces de sécurité a fait au moins quatre morts et plus d'une vingtaine de blessés lors d'une cérémonie militaire. L'explosion a eu lieu alors que le nouveau chef de l'armée somalienne s'adressait à des centaines de personnes

...

## H U M A I N S

• les atteintes graves et persistantes aux libertés syndicales, se traduisant par une violation du droit au travail ou au salaire impliquant une forte docilité de tous ceux dont les conditions d'existence doivent quelque chose à l'État, ce qui fait beaucoup de monde, dans le public comme dans le privé,

les congressistes ont fait leur la conclusion du délégué de la LDDH : tous les éléments précurseurs d'une explosion sociale et d'une reprise du conflit civil sont désormais réunis à Djibouti. Plus gravement, par la ségrégation qui frappe exclusivement la composante afar (refus des pièces d'identité, frein dans l'éducation et la santé ou encore obstacles à l'embauche), la situation à Djibouti correspond à la définition du racisme contenue dans l'article 1er alinéa 1er de la Convention onusienne du 21 décembre 1965 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à savoir :

« Toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique ».

Rappelons que les (derniers) déboires du président de la LDDH ont commencé lorsqu'il s'est fait l'écho de la découverte au Day d'un charnier [cf. page 6 et ci-contre], plaidant pour que l'impunité ne soit pas (encore une fois) assurée aux responsables de ce massacre collectif. Et se sont aggravés lorsqu'il a dénoncé le viol, dans la même région, d'une jeune sourde-muette, par des éléments de la garde présidentielle [cf. ci-contre]. L'arrestation du seul défenseur des droits de l'homme, survenue après la clôture des travaux de ce 4<sup>ème</sup> congrès a conforté les défenseurs africains des droits de l'homme dans leur conviction que la situation prévalant à Djibouti (où sont de surcroît stationnées les armées de telle puissance se targuant d'être le pays des droits de l'homme ou de telle autre justifiant sans rire sa présence militaire par la lutte contre le terrorisme et l'instauration de la démocratie partout où de besoin, donc a fortiori ici), leur conviction donc que la situation à Djibouti constitue une honte et un défi pour toute une Afrique dont les peuples aspirent à la liberté et pour une UIDH dont les responsables ne peuvent admettre un tel état de non droit.

Pas plus que ne sont tolérables les complaisances extérieures (pour ne pas parler de complicités) dont s'autorise le régime djiboutien pour persister dans ses violations des normes élémentaires d'un État de droit. – CAD

Une première version de ce texte a été mise en ligne sur le site de l'Association pour le respect des droits de l'homme à Djibouti (ARDHD), sous forme de compte-rendu : <http://www.ardhd.org>

COLETTE DELSOL

## Djibouti. Le président de la Ligue djiboutienne des droits humains emprisonné

Le président de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH), Jean-Paul Noël Abdi, a été condamné le 18 mars 2007 à six mois de prison ferme et à 100.000 Francs Djibouti (480 euro) d'amende. Il a été reconnu coupable de « diffamation et diffusion de fausses nouvelles », et dispose d'un délai de dix jours pour faire appel de la décision.

L'accusé a été reconnu coupable d'avoir mis en cause des soldats de la garde présidentielle dans le viol, le 25 février 2007, d'une jeune femme sourde et muette dans la région du Day à 55 km de Tadjourah.

Le Comité des femmes djiboutiennes contre les viols et l'impunité, dans un communiqué publié le 3 mars, précise les informations concernant la jeune femme ; elle se nomme Fatouma Abdallah Ali, elle est née en 1981, « [son] père a été torturé en janvier 1991 et emprisonné de 1991 à 1993 pour des raisons politiques ».

Le ministère djiboutien de la Justice et des Affaires pénitenciaires, par voie de communiqués radio-télévisés (13 mars) et dans les colonnes du journal gouvernemental *la Nation* (14 mars 2007) a déclaré que cette affaire n'était pas une affaire de viol, mais une simple dispute « entre, d'une part, un élément de la Garde républicaine accompagné d'un enseignant et d'autre part, une jeune fille », native de cette région située au Nord de Djibouti. Et qu'elle avait été réglée par le droit coutumier.

Après cette « dispute » l'affaire aurait en effet été portée devant les autorités coutumières qui auraient saisi le chef d'état-major de la Garde républicaine, le colonel Mohamed Djama. Le député de cette région, M. Mohamed Dileita Mohamed aurait également joué un rôle important dans le règlement de cette affaire. On est un peu surpris de constater une telle mobilisation des plus hautes autorités militaires judiciaires et politiques pour régler une simple « dispute ».

La réparation coutumière obtenue par la victime aurait été fixée à 312.000 FD, ce qui paraît un peu disproportionné pour une simple altercation. Jean Paul Noël Abdi avait d'ailleurs relevé cette incongruité en notant que ces 312.000 FD correspondaient bel et bien à une réparation coutumière pour viol, avec circonstances aggravantes. Soit : « 120.000 FD par accusé de viol [ils seraient deux à être impliqués, nldr], plus 36.000 FD pour les circonstances aggravantes du forfait : 12.000 FD parce que les faits se sont produits le soir, 12.000 FD parce que les faits se sont déroulés chez la victime, 12.000 FD parce que la victime est sourde-muette, soit un total de : 120.000 x 2 + 36.000 x 2 = 312.000 FD ». Reste que le seul accusé et condamné par la justice djiboutienne est bel et bien le président de la Ligue djiboutienne des droits humains.

Il est vrai que Jean Paul Noël Abdi avait également récemment parlé du charnier du Day,<sup>(1)</sup> découvert non loin du lieu de ce dernier forfait. Et incité les familles des victimes à exiger la condamnation des coupables de ces crimes. Affaire encore plus gênante pour les autorités djiboutiennes, puisque sept civils auraient été massacrés par des forces gouvernementales, en janvier 1994, et leurs corps ensevelis sans sépulture, jusqu'à la découverte fortuite du charnier le 9 février 2007. Cette affaire fait apparaître au grand jour le problème récurrent des disparitions forcées à Djibouti et de l'impunité de crimes autrement plus graves que des propos prétendant « diffamatoires » d'un défenseur des droits humains.

Jean Paul Noël Abdi devait participer à une conférence de presse de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme pour la sortie de son rapport annuel 2006, à Ouagadougou (Burkina Faso), le 14 mars 2007 et prendre part au Congrès de l'Union interafricaine des droits de l'Homme, le 15 mars. Son passeport lui ayant été confisqué par les autorités djiboutiennes, il n'a pu se rendre à ces grandes rencontres internationales, où ses témoignages auraient sans doute éclairé les participants sur l'État de droit à Djibouti. Nul doute cependant qu'en son absence, d'autres se seront fait les porte-parole des victimes des violations des droits humains à Djibouti. – CD

(1) Voir article LNA page 6.

### Programme de formation à la lutte anti-sida pour des femmes somaliennes

Des femmes somaliennes s'impliqueront dans la lutte contre le sida, en participant à un programme de formation lancé par l'Unicef. 90 femmes ont été formées dans les trois régions de la Somalie (Somaliland, Puntland, et centre sud de la Somalie) ; ce sont elles qui formeront d'autres femmes qui animeront des sessions d'information destinées aux Somaliennes et interviendront dans les camps de réfugiés. Selon Onusida, le taux de prévalence du sida en Somalie est encore relativement bas (0,9%), mais dès que le seuil de 1% est dépassé, la progression de la maladie peut être très rapide. – LNA

### 85 millions de dollars pour les urgences humanitaires

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) annonce que près de 85 millions de dollars du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires seront utilisés pour financer des programmes de secours dans quinze pays. La somme sera répartie comme suit : Angola 4,5 millions, Bangladesh 1 million, Burundi 8,5 millions, République centrafricaine 4,5 millions, Côte d'Ivoire 4,5 millions, République populaire démocratique de Corée 5 millions, République démocratique du Congo 36,6 millions, Érythrée 2 millions, Éthiopie 6 millions, Haïti 2 millions, Myanmar 354.976, Namibie 1 million, Somalie 1 million, Soudan 6 millions et Zimbabwe 2 millions. – LNA

### Éthiopie : Affrontements interethniques

**19** MORTS AU MOINS, suite à des accrochages entre Borena et Gabra, deux communautés rivales du sud de l'Éthiopie. Des centaines de personnes ont été obligées de fuir vers le Kenya voisin. Dans une déclaration, le 15 février 2007, le commissaire du district kenyan de Moyale dit craindre un débordement du conflit dans le nord du Kenya où des membres des deux communautés ont cherché refuge. – AL

### Darfour : Rapatriement de déplacés

**100.000** DÉPLACÉS SOUDANAIS seraient rapatriés par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en 2007. Selon un communiqué du HCR, mi-février, ce rapatriement est directement lié aux conditions sécuritaires dépendantes du progrès des négociations de paix entre l'Armée de résistance du seigneur et le gouvernement de l'Ouganda, qui accueille sur son territoire le plus grand nombre de déplacés. – AL

### Érythrée-Éthiopie : Mission prorogée à la frontière

**1.700** SOLDATS DE LA MINUEE, au lieu de 2.300, seront déployés à la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 2007. C'est ce qu'a décidé le Conseil de sécurité de l'ONU fin janvier. Néanmoins, le mandat de cette mission a été prorogé de six mois. – AL

... venues le rencontrer à Kismayo, deuxième ville du pays, à 500 km au sud de Mogadiscio. **12 février, Mogadiscio.** Des tirs de mitrailleuses, mortiers et roquettes font plusieurs victimes. Un "Mouvement de résistance populaire sur la terre des deux migrations", prévient, dans un communiqué daté du 11 février et diffusé sur le site web des Tribunaux islamiques, qu'il « tira sur les avions utilisant l'aéroport (international) de Mogadiscio ». **13 février, Kampala.** Le Parlement ougandais approuve l'envoi de 1.400 soldats en Somalie

dans le cadre d'une mission de la paix de l'Union africaine (UA). Le général Karuhanga, commandant de la première division de l'armée ougandaise basée à Kakiri (centre) qui a assuré les fonctions de commandant du contingent ougandais de maintien de la paix au Liberia de 1994 à 1996, doit prendre le commandement de ces forces. **14 février, Le Cap.** Le gouvernement sud-africain s'oppose à une participation des États-Unis dans la résolution du conflit somalien. Le ministre de la Défense a déclaré qu'en raison

du lourd passé des États-Unis en Somalie, il ne serait pas judicieux qu'ils participent aux efforts déployés pour résoudre ce conflit. **14 février, Cannes.** Dernier sommet France-Afrique pour le chef de l'État français, Jacques Chirac. 38 chefs d'État et de gouvernement africains, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel, venue représenter la présidence de l'Union européenne et celle du G8 doivent prendre part à ce sommet. **16 février, Cannes.** Le Soudan, le Tchad et la Centrafrique signent un accord les enga-

geant à ne pas « soutenir de rébellions » à partir de leurs territoires. Cet accord, intervenu à l'issue d'une réunion sur la crise au Darfour (ouest du Soudan), en marge du sommet Afrique-France, est basé sur trois principes : « respect de la souveraineté et abstention à soutenir les mouvements armés, mise en place d'instances de concertation active entre le Soudan, le Tchad et la Centrafrique » et enfin, « poursuite de l'engagement entre l'ONU et l'Union africaine ». **16 février, Sanaa.** Naufrage d'un bateau de

boat-people somaliens et éthiopiens, le 12 février, au large du Yémen. Au moins 107 morts, selon le HCR. 5 autres personnes sont portées disparues. Plus de 200 autres émigrants se trouvaient sur deux autres embarcations qui ont pu accoster normalement. En un mois, le nombre des boat-people recueillis au Yémen par le HCR et ses partenaires a ainsi dépassé les 1.750, à bord de 20 bateaux. **19 janvier, Mogadiscio.** Le gouvernement somalien annonce la formation d'une force de réaction rapide chargée d'intervenir pour

## UN MASSACRE

ALI YOUSSEUF

## Djibouti. Découverte d'un charnier dans le nord du pays

Il s'agirait des corps de sept civils afars massacrés par l'armée djiboutienne le 1er janvier 1994. Ce massacre ne serait ni une bavure ni un acte isolé, mais l'exécution d'une décision prise au haut niveau de l'État djiboutien.

Un charnier a été découvert le 8 février 2007 dans les montagnes du Day, à 55 km de Tadjourah, à proximité (500 m à peine) de la résidence secondaire du président de la République de Djibouti, Ismaël Omar Guelleh. Les habitants de la région n'ont pas eu de difficultés à identifier les corps de sept civils afars massacrés par l'armée djiboutienne le 1er janvier 1994, à Eger Aleyta, au Day.

Cinq des sept victimes appartiennent à la même famille, dont Ali Ballah Yousseuf, chef coutumier âgé de 80 ans, connu pour sa sagesse dans toute la région Afar, et Hassan Kamil Ali, Hamadou Kamil Hassan, Hamadou Mohamed Houmed, Mohamed Ali Mohamed ; les deux autres victimes sont Mohamed Hassan Ali et Hassan Yousseuf Hassan.

Il ne s'agissait ni d'une bavure ni d'un acte isolé, mais de l'exécution d'une décision prise au haut niveau de l'État djiboutien, dont probablement l'homme déjà fort de l'époque, M. Ismaël Omar Guelleh était l'instigateur.

Entre septembre 1993 et début 1994, une véritable politique de terreur a été instaurée dans les régions afares, pour punir la population du supposé soutien qu'elle accordait au Frud.<sup>(1)</sup> L'armée a procédé à des dizaines d'exécutions extra-judiciaires à Adoyla, Randa, Boli, Assagueïla, Khorangar, Alailu, Dalha, Adaylou, etc. Ainsi qu'à des arrestations arbitraires, des tortures, des viols de femmes par centaines, souvent devant leurs proches.

La répétition des massacres de civils et des viols de femmes, visés uniquement pour leur appartenance à une communauté donnée, procédant d'une décision planifiée par de hauts responsables politiques d'un pays est constitutive de crime de guerre.

Cette vague de terreur avait suscité des condamnations de la part de hautes personnalités françaises, d'organismes internationaux de défense des droits de l'Homme et des responsables coutumiers et politiques afars.

Le président Valéry Giscard d'Estaing qui avait promis l'accession de Djibouti à l'indépendance, a condamné les exactions contre les civils afars en octobre 1993, en tant que président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il a même menacé de suspendre la coopération française si le régime de Djibouti n'arrêtait pas la chasse aux Afars.

Amnesty International a dénoncé à plusieurs reprises les exécutions extra-judiciaires de civils afars, les viols de femmes afars par l'armée, les arrestations arbitraires et les tortures. Survival International (mouvement mondial de soutien aux

peuples indigènes) a condamné l'exécution extra-judiciaire par les forces armées de sept civils de l'ethnie afare au Day et a « exigé du gouvernement de Djibouti qu'une enquête soit menée sur ces événements, que les responsables soient poursuivis et que des instructions soient données à l'armée pour éviter que ne se reproduisent de tels actes arbitraires et illégaux » (*Nouvelles de Survival*, printemps 1994).

Les sultans afars ont, de leur côté, protesté auprès du président Hassan Gouled pour arrêter ces actes barbares.

L'attitude la plus courageuse a été celle du regretté Ali Mahamadé Houmed, à l'époque ministre des Industries et porte-parole du gouvernement, qui a demandé à la présidence de la République d'arrêter la répression contre les civils. Il est venu jusqu'à Paris témoigner – les larmes aux yeux – auprès d'Amnesty International des exactions dont furent victimes les Afars à Djibouti. Il a décrit avec force détails, les tortures, les assassinats, les viols de femmes. Quelques mois après, Ali Mahamadé Houmed perdait son poste ministériel.

Leurs proches parents n'ont cessé de réclamer aux autorités djiboutiennes, la restitution des corps des victimes d'Eger Aleyta depuis treize ans. Ils ont même saisi le délégué du CICR en mars 1994 qui pouvait, conformément à son obligation statutaire, intervenir auprès du pouvoir djiboutien pour qu'il restitue les corps des victimes à leurs familles.

Dès la découverte du charnier, les soldats de la garde présidentielle ont exprimé la velléité de récupérer les ossements, se heurtant à la volonté unanime des habitants du Day, indignés par cette requête indécente.

Les victimes ont pu être inhumées dignement le 9 février 2007 au Day, accompagnées jusqu'à leur dernière demeure par une foule nombreuse.

La construction de la résidence secondaire du Président en 2003, non loin de ce charnier que Ismaël Omar Guelleh ne pouvait ignorer, avait été perçue au Day comme une volonté d'humiliation extrême, à l'encontre des parents des civils exécutés et des habitants de la région. – AY

(1) Frud : Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie.

### Somalie : L'Afrique devra lever des troupes

**8.000** SOLDATS AFRICAINS REQUIS EN SOMALIE... Fin-février, les engagements pris ne couvraient qu'environ la moitié des 8.000 effectifs requis par le Conseil de sécurité de l'ONU. – AL

## T E R R O R

ALAIN CHARRET

## Le point sur la

### Kenya

À la mi-mars 2007, c'est au Kenya que la menace terroriste apparaît comme la plus élevée. D'ailleurs l'ambassade des États-Unis à Nairobi a indiqué que selon ses renseignements les prochains championnats du monde de cross-country qui doivent se dérouler à la fin du mois de mars à Mombasa, pourraient être la cible d'un attentat islamiste. Les spécialistes américains se basent sur différentes protestations de la communauté musulmane kenyane, qui réclament le retour de 56 Kenyans accusés d'avoir combattu aux côtés des Tribunaux islamiques et extradés en Somalie. D'autre part, plus de 70 membres de cette même communauté, seraient détenus illégalement dans des prisons kenyanes, car considérés comme terroristes présumés. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme s'en sont émues. Il est notamment question de la détention de plusieurs femmes et d'une enfant âgée de seulement cinq ans. Cette dernière, Hafswa Swaleh Ali et sa mère Fatuma Swaleh, sont ainsi incarcérées sous prétexte que Swaleh Ali Nabhan, le mari de Fatuma et le père de Hafswa, est soupçonné de terrorisme. D'autre part, une Tunisienne, Ines Chine, serait également détenue sans raison véritable. Blessée par balle lors de son arrestation, elle n'aurait reçu des soins que neuf jours après son incarcération. Des responsables de la police kenyane contactés par ces organisations humanitaires ont déclaré qu'ils agissaient sur ordre d'un service étranger, sans livrer plus de précisions...

Ce comportement des autorités kenyanes a contribué à créer un sentiment d'injustice au sein de la communauté musulmane, qui a menacé de perturber le déroulement de la compétition internationale.

Abukar Omar Aden aura été plus chanceux puisque, arrêté le 26 décembre 2006, il a été libéré le 16 février 2007. Accusé d'être le financier des Tribunaux islamiques, il a été interpellé à Liboi, alors qu'il venait de pénétrer illégalement au Kenya, venant de Somalie. Son fils, Omar Abubakar Omar, arrêté lors de la même opération, a également été relâché.

Toujours au Kenya, à Athi River, cinq Pakistanais ont été interpellés, début février. Arrivés en provenance de Karachi le 24 janvier 2007 et bien que porteurs de visas obtenus à l'ambassade du Kenya au Pakistan, les autorités kenyanes ont indiqué que leurs documents n'étaient pas valides. Ils étaient officiellement venus pour étudier les opportunités commerciales locales et visiter des amis musulmans. La police a déclaré que les cinq hommes, âgés entre 28 et 62 ans, allaient être prochainement extradés.

Le terrorisme international n'explique pas tout. Certaines actions politiques complexes nécessitent d'autres grilles de lecture...

Le 13 février Daniel Joseph Maldonado, 28 ans, un ressortissant américain converti à l'islam, également connu comme Daniel Aljughafifi ou encore Abu Mohammed, comparait devant un tribunal de Houston. Arrêté le 21 janvier au Kenya, alors qu'il fuyait la Somalie, pays où il a déclaré s'être rendu pour y mener la guerre sainte.

### Somalie

En Somalie, la situation est différente car si les violences ont repris après la chute des Tribunaux islamiques, elles sont en partie dues aux milices de clans rivaux et autres chefs de guerre qui tentent de reprendre position dans les secteurs qu'ils contrôlaient avant l'arrivée des milices islamiques. Cependant certaines actions seraient à mettre au crédit des islamistes comme semblent l'indiquer les revendications effectuées le 9 février par le Mouvement de soulèvement du peuple somalien, un groupe jusque là inconnu. Un certain Abdirisak qui s'est présenté lui-même comme le porte-parole du mouvement en question, a contacté différents hôtels de la capitale somalienne afin qu'ils refusent de loger des représentants gouvernementaux, leurs alliés, ou encore des soldats éthiopiens, sous peine de représailles.

D'autre part, le 7 mars 2007, Radio Koran émettant depuis Mogadiscio, a diffusé un message de Aden Hashi Ayro qui, se présentant comme un commandant des Tribunaux islamiques, a appelé les Somaliens à combattre les occupants. Il est intéressant de noter que Aden Hashi Ayro fait partie des islamistes présumés liés à Al-Qaïda qui étaient visés par les différents raids lancés par les forces spéciales américaines en territoire somalien.

### Yémen

Proccés de 36 membres présumés d'Al-Qaïda, ouvert le 4 mars 2007. Ils sont accusés d'avoir planifié et perpétré une série d'attentats, dont la double attaque avortée de septembre 2006. Si trente d'entre-eux sont présents dans le box des accusés, les six autres seront jugés par contumace car en fuite.

### Soudan

Les familles des victimes de l'attentat contre l'USS Cole qui, le 12 octobre 2000 à Aden au Yémen, a causé la mort de 17 marins américains, accusent le Soudan. Ce pays qui a hébergé un temps Oussama ben-Laden, est notamment accusé d'abriter des camps d'entraînement dans lesquels auraient été formés les auteurs de cet attentat. Un procès dans ce sens s'est ouvert le 13 mars 2007 à Norfolk, en Virginie.

**12 février, Addis-Abeba.** Said Djinnit, le commissaire de l'UA pour la Paix et la Sécurité, est optimiste sur le déploiement de forces de maintien de la paix en Somalie. Cinq pays ont déjà accepté d'envoyer des troupes : l'Ouganda, le Nigeria, le Ghana, le Malawi et le Burundi. Cependant, les effectifs que ces pays comptent fournir ne représentent que la moitié des 8.000 soldats sollicités dans les résolutions du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Selon le commissaire africain, un premier déploiement de contingents créera une "dynamique positive sur le terrain".

## R I S M E

# menace terroriste

Parmi les témoins à charge, on notera la présence de **R. James Woolsey**, ancien directeur de la CIA sous la présidence de **Bill Clinton**.

### Éthiopie

Une série d'attentats aurait été déjouée, visant le sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba fin janvier. Bien que l'Érythrée ait été accusée, aucun élément concret n'a pu confirmer cette implication, voire même l'existence réelle de pareilles tentatives.

D'autre part, l'Éthiopie a occupé la une de la presse occidentale après la prise en otages de cinq Européens et de huit Éthio-

piens, dans la région Afar. Bien que semblant plus lié à un problème régional qu'au terrorisme international, le spectre d'Al-Qaïda a un temps plané au-dessus de cette action. Le MI-6, les services de renseignement britanniques, détenaient des informations indiquant que la nébuleuse terroriste tentait de racheter les otages au groupe armé qui les détenait. La libération des otages occidentaux sains et saufs démontre, s'il le fallait encore, que le terrorisme international, tel qu'on l'entend actuellement, n'était en rien responsable de cette opération. Notons qu'à l'heure où sont rédigées ces lignes, le sort des otages éthiopiens est toujours incertain... - AC

### SOUDAN-IRAN / COOPÉRATION

**Vers un élargissement des liens Soudan-Iran.** « Pour le président iranien qui a quitté mercredi matin Téhéran à destination de Khartoum, les relations entre les deux capitales sont au beau fixe. "Les coopérations irano-soudanaises n'ont cessé de croître depuis la victoire de la révolution islamique et ma visite vise à les élargir davantage", a affirmé à la presse Ahmadinejad. » [28/02/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### SOUDAN / DARFOUR / JUSTICE

**Khartoum s'apprête à juger trois auteurs de crimes au Darfour.** « Le Soudan a annoncé vouloir juger lui-même, à partir de mercredi, trois personnes incriminées dans des crimes au Darfour, dont l'une l'est déjà par la CPI, la Cour pénale internationale à La Haye. Il s'agit d'Ali Kosheib, un chef des milices progouvernementales des *Janjaweed*, soupçonné de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Khartoum a refusé de livrer Kosheib à la CPI, de même que l'actuel secrétaire d'État aux Affaires humanitaires, Ahmed Haroun, également impliqué selon la CPI dans les mêmes crimes au Darfour. L'agence de presse officielle soudanaise, Suna, n'a fait aucune mention de Ahmed Haroun. » [6/03/2007, *Deutsche Welle*]

### SOUDAN-ÉRYTHRÉE / NÉGOCIATIONS

**Khartoum et Asmara signent un accord sur l'extension de leurs frontières communes.** « Mardi, à Doha, les présidents soudanais et érythréen ont signé un accord sur la nécessité d'étendre les frontières communes entre leurs deux pays. À cette signature assistait l'émir du Qatar, le Cheikh Hamed ben-Khalifa al-Sani. La cérémonie a été également l'occasion d'évoquer la situation à l'est du Soudan. » [7/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### SOUDAN / DARFOUR / FORCE DE PAIX

**Deux militaires de la Minus tués.** « Les Nations unies ont condamné, mercredi, l'incident survenu plus tôt dans la semaine, au cours duquel deux soldats des forces de maintien de la paix de l'Union africaine ont été tués et un autre blessé dans la région du Darfour. La Mission de l'ONU au Soudan (Minus) a appelé toutes les parties impliquées dans le conflit au Darfour à respecter le statut de neutralité et d'impartialité de la mission des forces de maintien de la paix de l'Union africaine, soulignant que toute attaque contre le personnel de l'UA

déployé au Darfour est une violation sérieuse du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. La Minus a également souligné la nécessité d'identifier et de juger de toute urgence les personnes responsables des meurtres des soldats de l'UA. » [8/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

**Volte-face soudanaise.** « Difficile de suivre le président soudanais en pleine valse-hésitation sur le déploiement des casques bleus au Darfour. Malgré un accord fin novembre, il exprime à nouveau ses réserves dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU. Il conteste principalement la prise de contrôle et de commandement par l'Union africaine. » [10/03/2007, *Médi-1*]

**Possible retrait des troupes rwandaises.** « Le président du Rwanda, Paul Kagamé, dit que son pays pourrait éventuellement retirer ses troupes du Darfour, région de l'ouest du Soudan. M. Kagamé a fait valoir que ses troupes n'obtiennent pas le financement, le matériel ou l'appui dont elles ont besoin pour s'acquitter valablement de leur tâche. » [14/03/2007, *La voix de l'Amérique*]

### SOUDAN-FRANCE / DARFOUR / SANCTIONS

**La France opposée à de nouvelles sanctions contre Khartoum.** « Le Premier ministre français, Dominique de Villepin, se dit favorable à un règlement négocié de la crise au Darfour. "La situation dans l'ouest du Soudan doit figurer à l'agenda des débats à l'ONU", a affirmé vendredi Dominique de Villepin avant d'exprimer l'opposition de Paris à l'adoption de toutes nouvelles sanctions contre le Soudan. Emyr Jones Parry, ambassadeur britannique à l'ONU, a récemment menacé Khartoum de nouvelles mesures restrictives, s'il ne se résignait pas au déploiement d'une force de maintien de la paix hybride composée de casques bleus et de soldats de l'Union africaine. » [17/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### SOUDAN-CHINE-RUSSIE / DROITS DE L'HOMME

**La légalité du rapport du Conseil des droits de l'homme contestée.** « La Chine et la Russie se sont alignées sur la position des pays arabes et musulmans concernant un rapport de l'ONU sur le Darfour, qui accuse le gouvernement soudanais de crimes de guerre. Les deux membres permanents du Conseil de sécurité jugent que la mission d'enquête menée par le prix Nobel de la paix Jody Williams, n'a pas respecté son mandat et, donc, que le rapport n'a pas de valeur légale. » [17/03/2007, *Deutsche Welle*]

## vu à la radio ISABEL INTELLIGENCE [www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

### DJIBOUTI-USA / TASK FORCE AFRICAINE

**Djibouti veut abriter le nouveau commandement régional de l'armée américaine.** « Djibouti qui accueille déjà une base militaire américaine, se propose d'abriter le futur commandement régional américain unifié pour l'Afrique. Des consultations sont en cours. » [19/02/2007, *Médi-1*]

### YÉMEN / COMBATS CHIITES-GOUVERNEMENT

**Violents affrontements avec des rebelles chiites.** « Au

Yémen, une quinzaine de soldats et des dizaines de rebelles ont été tués dans des affrontements ces dernières 48 heures. Les combats ont éclaté fin janvier dans une zone montagneuse du nord. Le président yéménite accuse ces rebelles de vouloir imposer le chiisme dans le pays. » [2/02/2007, *Médi-1*]

**La communauté juive de Saada sous le feu.** « Concernant la situation des juifs au Yémen, un des responsables du parti au pouvoir, Terek Hachami, demande aux militants d'une organisation chiite de déposer les armes et de permettre aux juifs de Saada de rentrer chez eux. Les juifs avaient été évacués de la ville de Saada en raison des combats entre l'armée régulière yéménite et des rebelles. Des combats qui avaient coûté la vie à douze personnes. Le quotidien *As-Sharq al-Awsat*, paraissant à Londres, écrit que Téhéran a admis avoir transféré une aide aux rebelles yéménites, mais selon le quotidien cette aide provenait uniquement d'institutions religieuses. » [2/03/2007, *Kol Israëïl*]

### SOMALIE / MOGADISCIO

**15.000 Somaliens ont fui la capitale.** « Jusqu'à 15.000 personnes ont quitté Mogadiscio depuis début février, en raison des violences qui secouent quasi quotidiennement la capitale somalienne, a-t-on appris mardi auprès du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies, Ochoa. » [27/02/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### SOMALIE-ÉRYTHRÉE-UA / PAIX

**Asmara appelle la force de paix africaine à quitter la Somalie.** « Les Érythréens s'immiscent dans le conflit en Somalie. Le gouvernement d'Érythrée a appelé la force de paix africaine qui se déploie à Mogadiscio, à quitter le pays. Sinon, selon Asmara, la situation va dégénérer en guerre entre le peuple somalien et les forces extérieures. » [9/03/2007, *Radio Vatican*]

### SOMALIE / MOGADISCIO / FORCE DE PAIX

**Dur d'être soldats ougandais de la force de paix en Somalie.** « La tâche du millier de soldats ougandais déjà arrivé pour composer la force de paix de l'Union africaine est à haut risque, avec un accueil difficile. Hier, un avion militaire a pris feu à l'atterrissage. Les milices islamistes affirment avoir tiré deux missiles sur l'appareil, ce que dément l'armée régulière. C'est la première fois que les milices revendiquent une action à Mogadiscio, depuis leur chute, il y a deux mois. » [10/03/2007, *Médi-1*]

### SOMALIE / KISMAYO / RETRAIT

**Retrait des forces éthiopiennes.** « Les forces éthiopiennes se sont retirées aujourd'hui de la ville de Kismayo, située au sud de la Somalie. Selon l'AFP, entre 500 et 800 effectifs se sont retirés, vendredi. Toujours selon cette dépêche, les forces locales contrôlent, pratiquement, les affaires dans la ville de Kismayo, à 500 kilomètres au sud de la capitale, Mogadiscio. » [10/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

« L'Éthiopie avait lancé une intervention militaire en Somalie pour soutenir le gouvernement de transition contre les forces des Tribunaux islamiques. On dit que les forces du maintien de la paix de l'Union africaine vont remplacer progressivement les forces éthiopiennes. » [10/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### SOMALIE / RÉCONCILIATION NATIONALE

**32 millions de dollars pour une conférence de réconciliation nationale.** « Le Premier ministre par intérim, Ali Mohamed Gedi, cherche à obtenir une aide financière pour l'organisation d'une conférence de réconciliation nationale le mois prochain à Mogadiscio. » [14/03/2007, *La voix de l'Amérique*]

S'adressant aujourd'hui à une conférence de donateurs au Kenya, M. Gedi a demandé qu'on lui fournisse plus de 32 millions de dollars à cet effet. » [14/03/2007, *La voix de l'Amérique*]

**Contact avec des islamistes.** « Le Premier ministre somalien, Ali Mohamed Gedi, a affirmé être en contact avec les islamistes modérés en vue de la conférence de réconciliation somalienne, mi-avril, et il a notamment imputé à des éléments terroristes extérieurs les violences qui secouent Mogadiscio. Selon lui, le gouvernement somalien est prêt à dialoguer avec les islamistes modérés dans le cadre de cette conférence, à condition qu'ils viennent avec leurs sous-clans et clans, car le congrès de réconciliation est ouvert à la société somalienne. » [15/03/2007, *Canal Afrique*]

**Retour au calme dans la capitale.** « Retour au calme à Mogadiscio, après une journée particulièrement sanglante ; hier, 18 personnes, dont 13 civils, avaient été tuées dans trois attaques. Des attaques quotidiennes qui ont déjà fait des dizaines de milliers de déplacés. Ils seraient déjà 40.000, selon un rapport de l'ONU, à avoir fui Mogadiscio. » [15/03/2007, *Radio Vatican*]

### KENYA / MENACE TERRORISTE

**Menace terroriste sur les championnats du monde de cross-country ?** « Selon les autorités kenyennes, les États-Unis les auraient prévenu d'une éventuelle attaque terroriste sur le championnat mondial de cross-country, qui doit se tenir à la fin du mois de mars, dans la station balnéaire de Mombasa. Mais les autorités sportives kenyennes prennent plutôt ces informations à la légère. Les organisateurs du championnat de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, ont promis aux participants et au public de donner la priorité à la sécurité, ainsi que l'a affirmé le chef du comité d'organisation, [qui assure] ne pas être au courant de la menace visant le championnat. Toujours selon le même communiqué rendu public mardi par l'ambassade des États-Unis à Nairobi, les meneurs de la communauté côtière des musulmans kenyans ont menacé de perturber, par des moyens non explicités, le championnat mondial de cross-country si le gouvernement kenyan ne satisfaisait pas à leurs différentes demandes. Cette mise en garde a fait suite à un ultimatum, en février dernier, de musulmans kenyans menaçant de perturber le championnat si les autorités ne remettent en liberté leurs compagnons accusés d'être des terroristes. » [7/03/2007, *Canal Afrique*]

### YÉMEN / COMBATS CHIITES-GOUVERNEMENT

**Près de 200 morts après deux semaines de violences.** « Deux semaines de violences anti-chiites au Yémen ont fait 160 morts. Selon l'agence de presse allemande, citant un responsable yéménite, les membres du groupe "Confiance en la jeunesse" se trouverait au nombre des tués. Un communiqué paru sur le site Web du ministère yéménite de la Défense ne fait aucune allusion au bilan des pertes du côté des forces gouvernementales. La province de Saada, à 230 kilomètres au nord de Sanaa, a été ces dernières semaines le théâtre de violents affrontements entre les soldats gouvernementaux et les combattants chiites. Le gouvernement accuse les chiites yéménites de chercher à le renverser pour instaurer au Yémen un État islamique. Depuis la mort de son frère, Abdoul-Malik al-Houthi assume le commandement des opposants chiites. » [7/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

### YÉMEN-IRAN / UNITÉ MUSULMANE

**Le ministre yéménite des Affaires étrangères reçu par le président iranien.** « Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a appelé jeudi à l'arrêt des affrontements entre musulmans, lors de sa rencontre avec le ministre yéménite des Affaires étrangères, Abu-Bakr Abdullah al-Kurbi, qui lui a remis un message de son homologue yéménite. "Il est aujourd'hui indispensable que les musulmans gardent l'unité pour neutraliser le complot des ennemis et l'Iran condamne tout affrontement entre les musulmans", a dit le président iranien avant d'ajouter que les dirigeants des pays islamiques devraient rester vigilants et prendre des mesures pour régler les divergences et neutraliser ainsi les complots. Quant au chef de la diplomatie yéménite, il a présenté un compte-rendu de la situation dans son pays et rendu hommage aux efforts menés par le guide suprême de la Révolution islamique et par le gouvernement iranien pour l'unité des musulmans. "Sanaa tente d'empêcher les affrontements entre les musulmans au Yémen", a dit le ministre. » [9/03/2007, *La voix de la république islamique d'Iran*]

# afar,

## partenaire ou ennemi ?

dossier  
coordonné par  
Colette Delsol et  
Alain Leterrier

**Carrefour et verrou dans la corne de l'Afrique, le pays afar est encore une *terra incognita* pour l'extérieur. Cette terre oubliée du développement est pourtant prépondérante dans les stratégies géopolitiques.**



D'APRÈS RFI

Oubliés de l'histoire et de l'économie, niés par la géographie, les Afars se sont rappelés au souvenir de la communauté internationale et des autorités régionales, en enlevant quelques voyageurs occidentaux début mars. Acte pesé et préparé ou pure coïncidence, cet enlèvement a suscité plus d'attention que toutes les plaintes et doléances émises par les Afars depuis des dizaines d'années. Comme si ce peuple n'existait qu'au travers des crises, comme s'il lui fallait prendre les armes pour qu'enfin sa voix soit entendue. Alors, ou peut-être parce qu'il est au cœur de la corne de l'Afrique, le pays afar semble constituer pour beaucoup, non pas un atout, mais un véritable obstacle. Et si les Afars ne réclamaient rien d'autre que la justice. Qu'enfin on reconnaisse leurs droits à jouer un rôle dans les décisions politiques de leurs pays d'implantation. Qu'enfin on cesse de rogner leur espace économique. Qu'enfin on leur reconnaisse le droit au développement, aux infrastructures, à l'éducation, aux soins... En un mot, qu'on les reconnaisse comme des citoyens à part entière. Le pays Afar, au sens large, pourrait devenir un grand pôle économique, de la mer Rouge jusqu'aux confins des hauts plateaux éthiopiens. C'est peut-être cela qui fait peur dans la Corne. Une autonomie, même partielle, constituerait une menace pour les États de la sous-région et leurs "routes" stratégiques. Mais persister à marginaliser les Afars est un calcul hasardeux, dont les conséquences sont imprévisibles. L'une des pires serait de pousser les plus désespérés d'entre eux dans les mains de mouvements terroristes, ce que les Afars ont réussi à éviter jusqu'ici. – CD

ALAIN LETERRIER

## Ugugumo-ARDUF, portrait d'une rébellion historique

En langue afar moderne, "ugugumo" signifie *révolution*. Le terme *ugugumo* a fait son apparition en 1972 ; il a été utilisé pour la première fois par un groupe de combattants afars, qui s'était séparé du Front de libération de l'Érythrée (ELF), pour défendre la population du Dankalia contre les exactions de ce front.

### Talata eibi, un tournant dans l'escalade meurtrière

Dans les années 70, de jeunes Afars du nord se sont organisés pour résister aux incursions meurtrières d'éléments du TPLF dans la région Afar.

En 1978, ces jeunes Afars refusèrent aux forces du TPLF le droit d'utiliser la route de Berahlé pour aller à Bada attaquer les forces de l'ELF qui s'étaient réfugiées à As'Alé, fuyant à la fois l'EPLF et l'armée éthiopienne. Les forces tigréennes ont riposté en ouvrant le feu sur des combattants et des civils, tuant une vingtaine d'Afars, parmi lesquels des notables très respectés, comme Sheikh Miftah Kadier, Ahmed Elama Bahe, Ali Mohamed Ali et un petit garçon de dix ans.

Cet affrontement meurtrier, appelé *talata eibi* (bataille de mardi) par les Afars, marque un tournant dans l'escalade. Les combattants du TPLF multiplient des campagnes militaires pour imposer l'autorité du front dans le nord de la région Afar et de plus en plus d'Afars rejoignent le groupe armé pour résister à ces opérations.

### Ugugumo, naissance d'un mouvement afar de défense

En 1981, ce groupe armé afar, renforcé par de nouveaux éléments, fédère d'autres groupes afars d'autres régions, sous le nom d'Ugugumo, dont l'objectif majeur est la défense du territoire et des populations afars contre les attaques et incursions d'où qu'elles viennent.

Dans la région du Tigré, habitée par les Afars, Ugugumo résiste avec succès aux tentatives de mainmise du TPLF.

Dans les années 86-87, Ugugumo intègre d'autres forces combattantes comme celle de Bori, en Érythrée, qui s'était opposée au recrutement forcé de l'EPLF.

C'est pourquoi, à partir de 89-90, le TPLF qui envisage de diriger toute l'Éthiopie, sous l'influence de certains chefs militaires

comme Haïlum (qui sera assassiné à Addis-Abeba en 1992), évite les affrontements avec l'Ugugumo, cherche un terrain d'entente et entame même un dialogue.

En juillet 1991, Mahamoda Ahmed Gaas et Mohamed Ahmed Chehem, qui furent parmi les membres fondateurs du Mouvement national de libération afar (ANLM), et aussi respectivement secrétaire du Parti des travailleurs éthiopiens et responsable administratif de la Région autonome d'As-sab, fondent à Djibouti l'ARDU (Union révolutionnaire démocratique afar) qui établit avec Ugugumo une coalition nommée ARDUF (Front afar révolutionnaire démocratique uni).

### Ententes gouvernementales de circonstances

À partir de 1993, les armées éthiopienne et érythréenne conjuguent leurs efforts pour lutter contre les forces d'Ugugumo (ARDUF) qui ne cessent d'élargir leur rayon d'action jusqu'au sud de l'Afar.

Le FPLT ne ferme pas l'option du dialogue. Djibouti, à sa manière, participe à l'affaiblissement d'Ugugumo en arrêtant et livrant le leader de ce mouvement, Muhyadin Miftah (de 1991 à 1995) au régime éthiopien en 1995 qui l'emprisonne à Meqellé jusqu'à lui arracher un accord de cessez-le-feu. Cet accord a permis de rendre à la vie civile environ 400 combattants. Quelques leaders d'Ugugumo, comme Hamid Omar, Ali Abdallah et Ali Mohamed vont rejoindre le gouvernement régional Afar.

Deux ans après l'extradition de Muhyadin Maftif, le gouvernement éthiopien livre à son tour les dirigeants du FRUD à Djibouti. Dans les années 97 et 98, la collaboration entre Djibouti et l'Éthiopie va s'exercer aussi dans la lutte contre le FRUD et

l'Ugugumo. Parallèlement, le FPLT continue de dialoguer avec l'ARDUF, dont une partie dirigée par Mahamoda Gaas accepte à son tour de rejoindre la vie civile. Il devient vice-ministre de l'État fédéral en 2001 et crée un parti politique.

L'intégration entre l'aile politique et l'aile militaire de l'ARDUF n'a jamais été complète. C'est pourquoi un troisième groupe

Timbre du mouvement Ugugumo-ARDUF



d'Ugugumo, dirigé par son chef militaire Saleh Ali Hodali, qui avait pourtant critiqué Mahamoda Gaas pour son ralliement au régime éthiopien, accepte de déposer les armes et se transformer en parti politique, le 17 février 2005, appelé ANRDF (Front national révolutionnaire démocratique afar).

### La situation des Afars ne s'est pas améliorée, au contraire

Malgré les accords signés avec les trois groupes d'Ugugumo, la situation des Afars ne s'est pas améliorée, bien au contraire, la mainmise du régime sur la région Afar (*kelel 2*) devient plus importante.

Sur le plan économique, l'exploitation des mines de sel (Afdera et As'Alé) se fait au détriment des Afars qui vivent de ces activités depuis des siècles, les investisseurs privés (principalement des Tigréens) et publics (fermes d'État) s'installent sur les meilleurs terres de la vallée d'Awash et, plus grave, le projet de culture de canne à sucre sur une superficie de 200.000 hectares aura des conséquences dramatiques sur les éleveurs afars, accélérant la sécheresse et la famine. Sur le plan politique, l'autonomie véritable de la région Afar, revendiquée par les trois

#### LES SIGLES

La graphie des sigles est en langue anglaise et leur développement en langue française.

ARDUF, Front afar révolutionnaire démocratique uni  
ELF, Front de libération de l'Érythrée  
TPLF, Front populaire de libération du Tigré  
EPLF, Front populaire de libération de l'Érythrée  
ANLM, Mouvement national de libération afar  
ARDU, Union afar révolutionnaire démocratique  
FRUD, Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie  
ANRDF, Front national révolutionnaire démocratique afar.

groupes d'Ugugumo qui ont accepté de renoncer à la lutte armée, n'a pas été respectée par le pouvoir tigréen. La région Afar reste étroitement contrôlée par l'État fédéral pour des raisons économiques et stratégiques. Mahamoda Gaas a mesuré les limites d'ouverture du pouvoir éthiopien, lors des élections législatives et régionales de juin 2006, où son parti a été battu à cause de fraudes massives.

Muhyadin Miiftah, qui devenait très critique à l'égard du régime est décédé fin 2006 dans des conditions suspectes. Saleh Ali Hodalé et ses combattants n'ont jamais été intégrés dans la vie civile et son parti politique n'a pas d'existence réelle.

Ugugumo s'est attelé dès le début à la protection des populations afares et à la défense du territoire afar. Or sur le plan de l'insécurité, la situation s'est aggravée en région Afar. Le territoire Afar est harcelé et grignoté, non seulement par l'État fédéral, mais aussi par des groupes ethniques voisins, soutenus par des États. Les Issas, financés et armés par le régime de Djibouti entretiennent une insécurité permanente parmi les éleveurs afars du sud-est de la

région. Et les Oromos, entraînés par les Érythréens, font des incursions sanglantes au nord-ouest de cette région, sous l'œil bienveillant de l'armée éthiopienne.

C'est pour toutes ces raisons que des centaines de personnes qui avaient choisi la vie civile reprennent le chemin des maquis, pour renforcer la quatrième tendance d'Ugugumo qui continue la lutte contre le régime éthiopien.

### Changement tactique ou stratégique de la part d'Ugugumo ARDUF ?

C'est cette tendance qui essaie de capter l'héritage d'Ugugumo et de se prévaloir de la légitimité de l'ARDUF, qui a pris en otages, le 28 février 2007, quatre Britanniques et une Française en visite touristique au nord de l'Afar, ainsi que huit Éthiopiens qui les accompagnaient, pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des Afars.

Qu'Ugugumo puisse conduire les otages en territoire érythréen n'est pas pour étonner, dans la mesure où la frontière qui sépare les deux États n'a jamais un horizon infranchissable, puisqu'il s'agit de la continuité

du territoire afar. Par contre, le fait que les otages européens aient été confiés à l'État érythréen, par l'intermédiaire des chefs coutumiers afars, parmi lesquels le sultan de Raheita, suscite des interrogations. S'agit-il d'un changement tactique ou stratégique de la part d'Ugugumo-ARDUF ? Même si partiellement l'explication tient à la lenteur des réactions des autorités éthiopiennes et des autorités régionales afares (qui se sont réunies pendant six jours à Awash) par rapport à cette prise d'otages.

L'Ugugumo a jusqu'à présent tenu une distance égale entre Addis-Abeba et Asmara. Sa force tenant d'ailleurs à cette indépendance totale par rapport aux deux États.

Les caractéristiques d'Ugugumo étaient plus proches des mouvements des indigènes d'Amérique latine (comme le mouvement zapatiste, mais sans le sous-commandant Marcos) que des mouvements de libération classiques.

Son ancrage dans la région, parfois sans représentation à l'extérieur, comptant uniquement sur ses propres ressources, ainsi que la place prépondérante qu'occupe la défense du territoire, de ses oueds, de ses

vallées, de son environnement, de ses mines de sel, de sa population et sa culture, dans son programme, font d'Ugugumo une catégorie à part dans les mouvements politico-militaires de la région.

C'est cette originalité qui explique son aura dans le milieu afar, en dépit des déflections, et sa facilité à mobiliser. Cette façon d'être a aussi ses inconvénients. Les déflections de groupes successifs vers la vie civile, en toute liberté, désorganisent le mouvement ; les changements de dirigeants, au fur et à mesure des départs, favorisent l'expérience tout en limitant son efficacité.

S'il cherche un soutien à l'extérieur, l'Ugugumo va peut-être se normaliser et devenir une organisation politique comme nous en connaissons un peu partout.

La déclaration du représentant de l'ARDUF, Moussa Ibrahim Hamadou à la télévision d'Érythrée le 18 mars 2007, s'expliquant sur la prise d'otages et critiquant sévèrement l'attitude du régime éthiopien, accusé de ne respecter aucun accord, procède-t-elle d'une nouvelle démarche consistant à une plus grande ouverture en vue d'engranger le soutien extérieur ? – AL

COLETTE DELSOL

## Afars d'Éthiopie, acteurs économiques ou obstacles au développement ?

Traditionnellement, l'activité économique des populations afares d'Éthiopie se répartissait entre deux grands pôles : l'élevage et l'exploitation du sel.

Pour l'élevage, les Afars disposent d'un grand bassin permanent, celui de la rivière Awash qui leur fournit à la fois l'eau et des zones de pâture pour leur bétail. Ces zones sont bouleversées par de grandes installations : barrages, agriculture intensive... Les conséquences en sont une raréfaction des pâturages et un surpâturage des zones encore disponibles, d'où une désertification progressive, aggravée par les périodes successives de sécheresse.

Pour faire paître leurs troupeaux, certains éleveurs doivent se replier plus à l'ouest où des conflits les opposent à d'autres communautés (Oromos du Wello, Argobba ou Karrayou). D'autres s'affrontent à des éleveurs Issas qui exigent un accès plus large aux zones bordant l'Awash. L'état sanitaire du bétail se trouve affecté par ces phases de pénurie de pâturages et des déplacements trop longs, d'où une plus grande sensibilité à des maladies qui ne sont pas traitées faute d'information et surtout de moyens financiers suffisants. En outre, les autorités sanitaires hésitent parfois à déclarer et à traiter des épizooties qui mettraient à mal leurs exportations de bétail. On l'a vu il y a quelques années, lors de l'application d'un boycott de l'Arabie Saoudite après l'irruption de la Fièvre de la vallée du Rift.

Les difficultés d'abreuvement et de pâturage pour les troupeaux ont des conséquences graves sur des sociétés où le bétail est à la fois la seule source de revenus et la base alimentaire. Elles sont aggravées par le fait que les éleveurs afars connaissent mal le marché du bétail aux mains d'intermédiaires avisés. Ils ne peuvent donc pas négocier en toute connaissance de cause les prix proposés.

L'emprise des grandes fermes d'agriculture intensive sur les meilleures terres d'élevage afares et l'arrivée massive de populations issues d'autres communautés ne peuvent entraîner des conflits d'intérêt qui se

doublent parfois de tensions ethniques. Les uns ayant la nette impression qu'on envoie les autres pour les anéantir économiquement d'abord, culturellement ensuite.

Autre source de revenus pour les Afars d'Éthiopie : le sel. Les récents événements dans la région du lac Assalé ont mis à jour des tensions et des conflits d'intérêts sur une autre richesse, dont les Afars étaient des acteurs importants. L'industrialisation de l'exploitation du sel a privé nombre d'Afars de travail et de revenus (taxes) et là encore la pression d'autres communautés dans cette activité jusqu'ici domaine quasi réservé des Afars crée des tensions.

Le sentiment d'injustice ressenti par les Afars d'Éthiopie est lié à la politique foncière appliquée dans leur région. Quand les autorités fédérales attribuent des milliers d'hectares pour des projets agricoles, les Afars sont en droit de se demander comment on peut proposer ces terres à des investisseurs, alors qu'elles sont traditionnellement les terres de la communauté afare. Ainsi, que dire de ce projet de plantation de canne à sucre qui va « engloutir » 250.000 ha de zones de pâturage ? Ou de terres attribuées pour des projets d'horticulture visant à produire des fleurs destinées à l'exportation ?

Les Afars voient que des sommes considérables sont consacrées à ces projets et à leur environnement, alors que leurs besoins les plus élémentaires n'ont jamais fait l'objet de la moindre attention. L'exportation de roses remplacera peut-être celle du bétail, mais à quel prix ? Le risque de déstabilisation est réel. Il s'agit déjà d'une déstabilisation économique et sociale, donc culturelle. Elle pourrait se doubler d'une déstabilisation politique si les Afars perdent tout espoir de continuer à vivre sur la terre de leurs ancêtres. Alors que jusqu'ici les Afars d'Éthiopie ont toujours (ou presque) revendiqué leur appartenance à l'Éthiopie, les tensions entre leur communauté et les « investisseurs » se multiplient, avec le risque de voir apparaître des mouvements extrémistes dans une région qui en est encore exempte. – CD

L N A

## D'où viennent-ils ?

« Yab yâbeh, yabbâbek tibba kô mây abte », aurait répondu un proverbe afar

Comme nous le racontait en riant, un ami Afar, « si Lucy et Ramidus ont été découverts en pays afar, on peut en déduire que les Afars sont le plus vieux peuple d'Afrique et donc du monde ! » Ne dit-on en afar-af, « celui à deux pattes » pour nommer l'être humain ?

Plus sérieusement, l'origine du nom Afar n'est pas connue, même si la présence des Afars est attestée entre Souakine et Bab el-Mandeb dès le XII<sup>e</sup> siècle, par le géographe arabe Al-Idrissi.

Certains chercheurs, comme le grand spécialiste français Didier Morin rapprochent cet ethnonyme de la tribu Al 'Afar, vivant dans l'émirat d'Oman, et dont l'ancêtre éponyme serait « une femme nommée 'Afra », forme que l'on retrouve dans la généalogie de Haral Mâhis, l'ancêtre des tribus régnautes afares. Les flux migratoires entre la péninsule arabique et le peuple primitif 'Afar vivant sur cette côte de la mer Rouge sont attestés par la tribu des Hadarmo (qui signifie originaire de Hadramout au Yémen) ; en République de Djibouti, elle s'appelle 'Ablé.

Quant au nom de Danakil, c'est celui que les tribus arabes du Yémen ont donné aux Afars. Il s'agit d'une généralisation du nom de la tribu Dankali, vivant dans la région de Baylul au nord d'Assab et pratiquant de tout temps la navigation et la pêche.

Les Somalis et les Amharas appellent les Afars, Adal ou Oda'Ali, généralisation à toute cette ethnie du nom d'une de ses tribus : celle des Ad'ali. Ce qui sous-entend un contact des Afars avec le vaste sultanat Adal, implanté sur un territoire allant de Zeïla à Awssa.

La *summa* division des Afars est entre les « Suget » et les « Yemeti » c'est-à-dire entre les autochtones et les nouveaux arrivants. Cela suggère que le foyer de la civilisation afar se situe sur les basses terres de la corne de l'Afrique, en dépit des apports nombreux venus d'ailleurs et surtout de l'Arabie.

La subdivision des Afars en 'Assahyama (littéralement ceux qui disent c'est rouge), et en 'Adohyama (ceux qui disent c'est blanc) est essentiellement politique selon Édouard Chedeville, un des meilleurs connaisseurs de ce peuple, et ré-



Dromadaire portant la hutte

sulte de la lutte pour la conquête du pouvoir en Awssa et à Ba'adu et pour le contrôle des pistes caravanières (qui a opposé le Sultanat d'Awssa à celui de Tadjourah au XVIII<sup>e</sup> siècle).

Si on ne peut mesurer l'ancienneté de la présence d'un peuple afar en terre éthiopienne à l'aune de celle des ancêtres Australopithecus Afarensis et Ramidus, les recherches démontrent que le pays de Pount n'était pas seulement peuplé, comme on l'affirme trop fréquemment, de Tigréens et d'Amharas.

Les Afars semblent avoir eu de nombreux liens avec les anciens Égyptiens. On en retrouve la trace dans des pratiques dites « pharaoniques » comme l'excision et l'infibulation. Mais aussi dans des rapprochements linguistiques et culturels. Ainsi en est-il de la découverte en 2001 de pierres ovales gravées, dans les vestiges d'anciens habitats nomades dans la région d'Awssa au sud de l'Éthiopie. La première est constituée de pictogrammes et la seconde, plus cursive, représente des signes phonétiques. Cette écriture a des ressemblances graphiques, mais aussi phonétiques avec l'écriture hiéroglyphique et hiératique égyptienne. Si les habitants de cette époque étaient Afars, l'on se demande pourquoi ils ont abandonné cette écriture qui laissait à l'oralité le soin de transmettre leur culture.

Un proverbe afar dit : « yab yâbeh, yabbâbek tibba kô mây abte » (la parole m'a créé et a créé mon père, le silence t'aurait-il créé ?), il évoque le mythe de la parole créatrice de « celui à deux pattes ». Tout est dit. – LNA

Source : « Comprendre les Afars » <http://www.ard.com>

RAMIDUS AFAR

## Enlèvements dans la dépression danakil, le récit d'un observateur afar

**A** lors que de nombreuses supputations ont entouré le kidnapping d'Européens et d'Éthiopiens dans l'Afar éthiopien début mars, Robert Wiren, journaliste, membre de la rédaction du bimestriel *Les nouvelles d'Addis* a reçu le témoignage suivant. L'auteur du texte, un Afar, a pu obtenir des informations précises sur les circonstances de l'enlèvement et sur les personnes impliquées (otages et kidnappeurs). Les noms de certaines des personnes citées ont été biffés pour leur éviter de subir des pressions d'où qu'elles viennent, lors de l'enquête en cours visant à la libération des otages éthiopiens. Pour les mêmes raisons, le nom de l'auteur (non impliqué dans l'enlèvement) sera maintenu secret.

Ainsi que *Les nouvelles d'Addis* (et elles seules) l'avaient précisé dès le début de l'événement grâce à des sources exclusives et fiables, il ressort de ce témoignage que les responsables de l'enlèvement appartiennent bien au groupe rebelle Afar Ugugumo.

Il se pourrait bien, comme l'a déclaré le Premier ministre éthiopien, que les Européens n'aient pas été la cible initiale des kidnappeurs mais auraient eu le tort de « se trouver au mauvais endroit au mauvais moment ». – LNA

### Une journée éprouvante pour les voyageurs

Le jeudi 1er mars 2007 fut une journée particulièrement éprouvante pour des touristes européens qui se dirigeaient depuis plusieurs jours vers la dépression danakil. Ils avaient entamé leur circuit par la pointe sud de la région afar, traversant la vallée de l'Awash pour voir le grand lac salé Afdera en passant par la capitale régionale afar, Samara. Le groupe continua plus au nord dans les zones désertiques de la dépression danakil afin d'admirer sur place l'Érta Ale, le volcan en activité le plus isolé du monde. Après un arrêt à Hamedî'ela, les voyageurs s'étaient rendus dans l'un des sites les plus chauds et les plus bas sur terre, la dépression de Dalol, à 116 mètres sous le niveau de la mer. Ensuite ils étaient revenus à Hamedî'ela pour y passer la dernière nuit dans l'Afar avant de terminer leur tour.

Malheureusement, leur dernière nuit fut interrompue vers deux heures du matin par 32 hommes armés. Après avoir encerclé les petites huttes, ils firent sortir leurs occupants, rassemblant des dizaines de personnes dont cinq touristes européens et leur personnel éthiopien en un même lieu. Certains pleuraient, d'autres étaient abasourdis. La plupart étaient pieds nus, d'autres portaient seulement des sous-vêtements...

Les hommes armés parlaient indifféremment afar'af, tigrigna et amharique comme la majorité de la population locale. En fait les habitants du village savaient qui étaient ces hommes, cependant les Européens et leurs assistants éthiopiens d'Addis-Abeba ont cru qu'il s'agissait de bandits. Sans rien dévoiler à leur sujet, ils ont laissé à chacun la faculté de juger leurs actes et de conclure qu'on avait affaire à des *chiftas* du désert ou bien à des rebelles agissant pour des motifs politiques. Par exemple, ils ont autorisé les prisonniers à se vêtir et à se chauffer. Qu'ils aient décidé eux-mêmes ou qu'ils aient été convaincus par les habitants, ils n'ont pas porté atteinte aux biens des villageois, ni à ceux des voyageurs européens. Ils ont juste pris l'argent de la taxe sur le sel collecté par des fonctionnaires des finances du *wereda*. Le groupe d'opposition Ugugumo qui se manifeste dans la région depuis 25 ans, accuse les voisins du Tigray d'exploiter sans retenue les ressources en sel des Afars. Il accuse aussi les

fonctionnaires afars régionaux et locaux de détourner les taxes demandées aux caravaniers qui font le négoce du sel. Des témoins oculaires ont confirmé que les rebelles Ugugumo ont voulu déplacer les trois véhicules stationnés dans le village vers la plaine de sel de Tata Gado pour s'assurer que personne ne pourrait les poursuivre. Mais le chauffeur du *wereda*, Omar Mohammed, dormait dans une hutte éloignée en compagnie des deux fonctionnaires, Mohammed Ali et Mohammed Ibrahim, respectivement chef du bureau des finances et du bureau d'information du *wereda* de Berahle. De sorte que le chef du commando donna l'ordre de faire sauter le véhicule des finances et le feu endommagea les huttes à proximité. Et comme il donnait l'ordre d'amener des vêtements et des chaussures pour les touristes, l'une des deux femmes européennes ferma la porte d'une voiture diplomatique britannique grâce à la télécommande ce qui fit clignoter les feux de position. Cet incident inattendu fit croire aux rebelles que quelqu'un essayait de démarrer le véhicule, ce qui explique des tirs et les impacts de balle sur une portière. Peu après le commando parvint à déplacer les voitures à Tata Gado. Parcourir le désert à pied étant impossible en raison de la chaleur, le commando préleva douze dromadaires dans un troupeau de 2.000 bêtes appartenant aux caravaniers d'Arho afin de transporter les prisonniers.

Le bourg d'Hamedî'ela, situé à 977 km au nord-est d'Addis-Abeba, compte environ 7.000 habitants qui participent au négoce et au transport du sel d'Arho et s'occupent aussi de rendre des services aux touristes. La seule autorité locale venant fréquemment sur place, c'est le service des impôts du *wereda* de Berahle. Selon des sources locales, il est certain que les rebelles Ugugumo étaient informés de la venue des fonctionnaires des finances, ce qui a pu les décider à organiser une opération dans cette zone.

### C'était bien une action d'Ugugumo !

Les autorités éthiopiennes à tous les niveaux, comme la population locale afar, savent que l'enlèvement a été commis par un groupe dissident d'Ugugumo dirigé par Arab Abdilla Mussa. On sait déjà grâce aux témoins oculaires à Hamedî'ela que l'opération a été conduite par Ahmed..., ex chef militaire au sein de l'ANLF. Moins d'une heure fut nécessaire pour leur action. De deux heures à trois heures du matin. La libération de six Afars et de trois Tigréens à As'ale montre clairement la motivation politique du groupe qui n'agit pas comme de vulgaires bandits ou comme des séparatistes qui voudraient provoquer la haine ethnique. Parmi les hommes libérés, Hussein..., qui a abandonné une fonction officielle en Érythrée il y a quelques années, plusieurs Afars qui guident des touristes, un policier afar d'Afdera qui se faisait passer pour un civil a été relâché avec trois Tigréens, un instituteur d'Hamedî'ela, une jeune femme fonctionnaire et un jeune homme de Berhale qui accompagne souvent des touristes.

D'après les informations recueillies aux alentours, la population explique l'action d'Ugugumo comme étant des représailles après la mort de deux combattants rebelles abattus six mois avant par des miliciens du TPLF de Berahle. Les gens la région savent bien que le gouvernement régional, sur ordre du national, a entamé des négociations avec les dissidents d'Ugugumo qui ont conclu une alliance tactique avec le gouvernement érythréen et avec d'autres organisations d'opposition éthiopiennes. En

conséquence, le chef du département régional de prévention du crime, Sadik Ahmed, décédé depuis, a rencontré Arab Abdilla à trois reprises dans le *wereda* de Teru. C'est pendant ces discussions que les militaires de Berahle ont été informés de la présence de quatre jeunes combattants d'Ugugumo chez leurs parents à Dera Tekna, à 30 km de là. Rendus sur place, les militaires ont abattu Osman Idris et Ali... et blessé le frère d'Osman, Abdu Idris ainsi que Mussa Bera'ies Ibrahim. Pour beaucoup d'observateurs, cette action des militaires peut pousser les dirigeants d'Ugugumo à rompre toute négociation avec le gouvernement éthiopien et à poursuivre le combat armé en collaborant avec les forces opposées au TPLF.

### Participant à la libération des otages l'Érythrée a marqué un point

Le fait d'avoir été capable d'enlever, entre autres trois fonctionnaires des finances, un ancien combattant de leur groupe, Mohamoda... et d'autres hommes ainsi que des diplomates britanniques, est considéré comme une victoire d'Ugugumo, qui peut faire connaître le mouvement à l'étranger en raison de l'attention que les médias internationaux ont porté sur cette région éloignée de l'Afar. Le ministère britannique des affaires étrangères a officiellement suspecté le groupe rebelle afar d'avoir commis l'enlèvement.

En fait, Ugugumo qui entretient des relations tactiques avec le gouvernement érythréen et aussi avec des opposants érythréens basés en Éthiopie a pu emmener ses prisonniers vers une base en Érythrée.

Assez vite, les Érythréens ont affirmé avoir envoyé des chefs coutumiers afars pour négocier avec les dirigeants des groupes Ugugumo/ARDUF alors que le gouvernement éthiopien dénonçait l'Érythrée « ter-

roriste » sans dire un mot des opposants afars. Les autorités d'Addis ont annoncé que des anciens avaient été envoyés vers la frontière sans préciser à qui ces derniers allaient s'adresser. Lorsque Asmara a estimé qu'il fallait en finir, l'Érythrée a marqué un point pour avoir joué un rôle dans la libération des cinq otages européens.

L'Éthiopie aurait subi un échec majeur si elle avait compté sur une victoire contre les « terroristes » du nord avec l'aide des forces spéciales britanniques, un peu comme l'appui des forces américaines en Somalie. Il est aussi difficile d'imaginer que les Éthiopiens passent par des Européens pour demander à Asmara de jouer le même rôle d'intermédiaire afin d'obtenir la libération des Éthiopiens encore retenus.

Une solution serait de reconnaître Ugugumo et de discuter avec sa direction en envoyant des chefs coutumiers en position de jouer vraiment un rôle d'intermédiaire alors que les notables Ali Nur Humeda et Mussa Ahmed Ali envoyés par Addis à la frontière. Ces derniers y sont toujours alors que les otages européens sont déjà dans leurs familles à Londres. L'autre terme de l'alternative qui semble impensable, mais qui pourrait sembler être le bon choix à un gouvernement éthiopien dont la direction tigréenne est entêtée, serait de partir en guerre. On sait qu'il a déjà accusé l'Érythrée pour tous les attentats en Éthiopie et pour le désordre en Somalie ! – RA

### Glossaire

*chiftas* : bandits.

*wereda* : échelon administratif, département.

ugugumo : révolution ou insurrection en afar.

ANLF : Front national de libération afar, ancien mouvement armé, qui n'existe plus.

TPLF : Front populaire de libération du Tigré.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROBERT WIREN

## Une région fascinante qui reçoit peu de visiteurs

Entretien avec **Tony Hickey**, directeur d'Ethiopian Quadrants

**T**ony Hickey dirige une agence de voyage en Éthiopie, Ethiopian Quadrants. Il propose des circuits classiques : route historique, *trekking* dans le Simien, vallée du Rift et Balé, vallée de l'Ombo ; des voyages dans des régions plus difficilement accessibles aussi : région Afar, Gambella, ouest de l'Ombo, Beni Shangul Gumuz. M. Hickey avait participé à l'organisation du tour des voyageurs Européens enlevés dans l'Afar.

[Par courriel, 21 mars 2007]

**LNA. Par rapport à d'autres régions en Éthiopie, comment se situe le tourisme dans la région Afar ?**

**Tony Hickey.** La plupart des visiteurs, 65% environ, viennent en Éthiopie pour la route historique. De ce fait, on peut dire que l'Afar ne représente encore qu'une petite partie du marché touristique, un pour cent peut-être.

**LNA. Quel type de voyageurs demande à visiter cette région particulière ?**

**TH.** Toutes sortes de gens, des jeunes et des plus âgés, des clients à budget serré et d'autres qui se situent dans le haut du tarif. La région est un endroit unique. L'Érta Ale est le seul volcan au monde avec un lac de

lave permanent. Les plaines de sel et les caravanes de dromadaires à Dalol sont des spectacles sensationnels.

**LNA. Est-ce que le tourisme a contribué à créer quelques infrastructures dans la région, comme des hôtels ou autres sites d'accueil (lodges) ?**

**TH.** Pas assez pour le moment. Mais avec les objectifs du gouvernement régional nous pourrions voir de tels développements se produire.

**LNA. Avec le tourisme, peut-on constater des possibilités d'emploi pour les Afars ou des sources de revenus supplémentaires ?**

**TH.** Encore une fois, pas assez. Cependant il y a des Afars employés dans le secteur touristique, par exemple à Bilén Lodge, comme guides et comme gardes ou encore pour la prestation de services dans des endroits comme Hamedî'ela.

**LNA. Quelle est l'attitude de la population afar quand des touristes viennent dans leur région ?**

**TH.** Comme chez la plupart des nomades, il y a une tradition d'hospitalité. On ne peut toutefois éviter parfois une certaine méfiance, mais si l'on a obtenu les autorisations et une escorte, il n'y a pas de problème. – TH/RW

PROPOS RECUEILLIS PAR KATIA GIRMA

# Les touristes passent... Une nuit sur place et c'est tout

Entretien avec **Christophe**, connaisseur passionné de la région Afar d'Éthiopie

[Paris, 21 mars 2007]

**Christophe.** Le tourisme dans le pays Afar, il y en a depuis longtemps mais très peu. Il y a d'abord eu les amoureux du désert qui sont venus dans le désert afar et des gens attirés par les volcans qui venaient voir l'Erta Alé, des vulcanologues notamment. Mais, la fréquentation du pays afar par les touristes n'était pas énorme jusqu'à ce que le film de Nicolas Hulot passe à la télévision en France. Il a provoqué un afflux absolument démentiel de touristes là-bas. Avant, les gens pensaient que c'était extrêmement difficile d'y aller, compliqué, dangereux et puis, ils ont vu par le film que c'était possible et le tourisme a été multiplié par dix ou par vingt. Je suis allé dans l'Erta Alé avec un Afar et l'on voyait au loin les 4x4 arriver. Par groupes de 3 ou 4. Et il m'a dit : « Depuis hier, j'ai l'impression d'être à Addis-Abeba. » Moi, je n'avais jamais vu autant de gens à cet endroit. De temps en temps, une ou deux voitures. Mais là, c'était des caravanes de voitures.

**LNA. Quelles sont les caractéristiques du tourisme en question ?**

**Ch.** Tout d'abord, c'est un tourisme très spartiate parce qu'il n'y a aucune infrastructure touristique du tout en pays afar et qu'il n'y a pas grand' chose non plus pour se ravitailler sur place, pas beaucoup de marchés. Donc, c'est sous tente en étant relativement autonome parce qu'il n'y a presque rien à acheter à part des chèvres. C'est un tourisme pour les gens qui aiment les paysages vastes et minéraux, et aussi le contact, quand c'est possible, avec les Afars. Les nomades sont des gens un peu particuliers qui sont très intéressants à rencontrer quand ça peut se produire.

**LNA. Les rencontres se font en fonction de quoi ?**

**Ch.** La dernière fois, je suis allé dans une zone afar où je n'étais jamais allé et là, les nomades rencontrés étaient beaucoup plus accueillants que les Afars que je connaissais déjà. Ce sont justement ceux de la région où a eu lieu le récent enlèvement. On a été invités à un mariage, à manger le *genfo* (gâteau de célébration), on les a vus danser.

**LNA. Et comment tu l'expliques ?**

**Ch.** Je ne l'explique pas, il se trouve que les gens dans ce coin-là sont plus souriants, plus faciles d'abord...

C'est peut-être parce qu'ils ont le sel pas très loin, le sel traditionnel, du Assalé, pas celui d'Afdéra.

**LNA. Quelle est la différence entre le sel du Assalé et celui d'Afdéra ?**

**Ch.** Assalé, c'est un fond marin desséché, un lac de sel de 2.000 ou 3.000 mètres d'épaisseur que tu brises en plaques pour le transporter ; Afdéra, ce sont des marais salants, on y produit du sel d'évaporation. L'un est en barres, l'autre est en paillettes. Le sel d'Afdéra est considéré comme meilleur pour la consommation humaine ; de plus il est un peu moins cher, parce qu'il est transporté par camion directement alors que l'autre l'est par chameau. Il existe un micro système économique autour de ça...

**LNA. Quelles sont les destinations privilégiées en pays Afar ?**

**Ch.** La zone du Dalol et de l'Erta Alé.

**LNA. La zone du Dalol est-elle exploitée d'une quelconque façon ? Que s'y passe-t-il ?**

**Ch.** Actuellement, rien. Il y a encore les vieilles traces d'un projet, les uns disent italien et les autres américain, une prospection pour savoir quels types de minéraux pouvaient se trouver là. Il semble qu'il s'agissait de trouver de la potasse mais ce n'est pas très clair. Les Afars qui sont là n'ont pas bien su m'expliquer puisqu'ils



n'étaient même pas d'accord sur la nationalité du projet. Sinon, il n'y a rien, il n'y a personne qui vit là, il fait trop chaud.

**LNA. Quelle est donc la vocation de l'endroit alors ?**

**Ch.** Il peut intéresser tous les gens qui sont curieux des phénomènes géologiques et des beautés naturelles. Le magma étant proche de l'écorce terrestre, la chaleur provoque l'évaporation de la vapeur créant des remontées de vapeurs entraînant des oligo-éléments et des minéraux qui, en arrivant à la surface, forment un univers de toutes les couleurs. Même si l'endroit est très beau, il faut constamment faire attention où l'on marche à cause des vasques d'acide et des fumerolles. De plus, il est conseillé de se mettre un foulard sur le nez à cause des vapeurs d'acide sulfurique.

**LNA. Quand on conduit des touristes dans cette zone-là, on y reste combien de temps ?**

**Ch.** Sur le site même de Dalol, tu vas juste voir. Tu y vas le matin quand il ne fait pas trop chaud, et à 11 heures tu es reparti, parce qu'il peut faire 50°.

J'ai eu de la chance, je n'ai pas eu trop chaud la dernière fois. J'ai eu chaud à Dalol mais à Assalé, l'endroit où l'on extrait le sel était sous 20 cm d'eau, parce qu'il y avait eu beaucoup de pluies dans le nord de l'Éthiopie et même en zone Afar. Un lac pas très loin avait été rempli et un vent violent avait chassé l'eau et inondé le site d'extraction du sel, une cuvette à 135 mètres au-dessous du niveau de la mer. C'était étrange de voir les gens casser le sel... dans l'eau.

**LNA. Et les conditions de travail étaient moins pénibles pour eux ?**

**Ch.** Non, les gens disaient que c'était plus dur, plus pesant.

**LNA. Y a-t-il des possibilités de développement du tourisme vers la destination Afar, surtout dans la vallée d'Awash.**

**Ch.** Développer le tourisme en pays Afar... Ce n'est pas le touriste normal qui s'y rend, pour la bonne raison que faire des photos y pose problème. Les Afars n'aiment pas se faire photographier alors que les gens qui voyagent veulent un maximum d'images. Ils veulent des photos, des portraits, des gens, des activités, des maisons et ça, dans le pays Afar, c'est non !

**LNA. Mais si on envisageait un tourisme différent... sur plusieurs jours... des gens qui ne feraient pas que débarquer, "boum-boum" et repartir... Ce serait mieux, non ?**

**Ch.** Le tourisme c'est ça ! Le touriste, ça vient et ça repart.

**LNA. Un tourisme solidaire, avec des gens qui viendraient aussi pour échanger et apporter des progrès aux populations sur place ?**

**Ch.** Cela doit certainement être possible mais il faut d'abord passer par un tourisme classique. Parce que c'est comme ça qu'au bout d'un certain temps, les gens vont prendre conscience qu'il y a des choses à faire. Il faut d'abord qu'ils aient accès aux sites comme ils le font habituellement, un peu égoïstement.

Par contre, ce qu'il serait très bien de faire... Les femmes afares font de magni-

fiques vanneries, pourquoi on ne trouve pas de vanneries à acheter ?

**LNA. Même dans d'autres zones ?**

**Ch.** Oui, dans la région d'Awash, mais géographiquement ce n'est pas du tout la même chose. Cette zone a accès à la communication, il y a des routes donc des voitures et des transports. Les gens apportent des objets à vendre dans les lieux de passage. Mais dans les zones comme celle de l'Erta Alé, qu'est-ce qu'il y a ? Il y a Dodom, à 40 kilomètres du pied du volcan et, hors la lave, des villages qui vivent sur eux-mêmes. Les femmes vont avec les chèvres et les ânes pour rapporter de l'eau, point final. Il n'y a rien d'autre. Et effectivement, les touristes passent, ils vont peut-être rester une nuit dans le coin. Mais bon, on peut se balader dans le village, on ne peut pas rentrer dans les maisons, les photos sont interdites et il n'y a aucune production locale à vendre...

**LNA. Serait-il possible de faire un campement géré par la population, comme dans le sud du pays, à Turmi notamment ?**

**Ch.** Ça ne correspond pas du tout à l'idée de quelqu'un qui va faire du tourisme dans le pays Afar. L'exemple que tu prends, Turmi, est un endroit magnifique - très vaste, très beau et très pratique. À côté, il y a la pompe, l'eau, il y a des manguiers superbes, de l'ombre. En outre, à part cette clairière, dans le coin, il n'y a que des zones où la végétation est dense ou broussailleuse, les hameaux ou le village. En pays Afar, tu as de l'espace sur des milliers de kilomètres. C'est le désert, la vue porte à des kilomètres de n'importe quel côté que tu te tournes. Et tu voudrais regrouper tout le monde ? Les gens diraient : « Mais ça ne va pas, non ! Pourquoi vous nous mettez en troupeau comme ça alors qu'il y a de l'espace absolument partout ! » Les gens qui viennent dans le désert ne viennent pas pour être les uns sur les autres. Ils viennent pour l'impression d'être seuls dans l'immensité. C'est ce qui les attire. Le mode de vie qui est très simple, il n'y a rien que du forfaitaire, pas de surplus et l'espace. C'est ça que veulent les gens attirés par le désert. Cette espèce de sentiment de liberté d'être là-dedans parce qu'il n'y a rien. L'idée de campement serait rédhibitoire.

Par contre, il faudrait que les voyageurs incluent dans leur prestation la location systématique d'un chameau par personne pour gravir les pentes de l'Erta Alé. Jusque là, seuls les volontaires paient un supplément au loueur afar. Même si la personne décide finalement de ne pas monter, les 400 *birr* serait pour le chamelier, pour son chameau et comme ça, le fait qu'on soit là apporterait quelque chose à la population. De façon à ce qu'on soit là pas uniquement à prendre mais aussi à donner. Parce qu'il est évident que si les gens ont le choix, certains voudront en faire l'économie ou auront peur... Là au moins, la location d'un chameau par personne serait assurée pour la population.

Pour développer une activité, il y a l'endroit où tous les groupes s'arrêtent avant de commencer l'ascension qui dure trois heures

et demie. Celle-ci n'est possible que très tôt le matin ou le soir, parce que même si elle n'est pas très dure en soi, la chaleur la rend impossible. Une petite gargotte, ce serait bien. Resterait quand même des problèmes : la température, le manque d'eau ou son éloignement. Et puis, ce sont des endroits où il est difficile de circuler, parce que parfois c'est de la lave, parfois c'est du sable.

**LNA. En ce moment, y a-t-il au moins un groupe par jour qui passe dans la région ?**

**Ch.** En ce moment, non, parce que c'est bientôt la saison des pluies ; en juillet-août, il fait entre 40 et 48°, donc trop chaud, il n'y a pas de touristes non plus. Reste seulement la période d'hiver, trois ou quatre mois, entre novembre et février... C'est là qu'il y a le maximum de "confort", en ce qui concerne la température.

**LNA. Quelles répercussions la prise en otage de voyageurs aura-t-elle, selon toi, dans la région Afar et même en Éthiopie ?**

**Ch.** Eh bien, il devient difficile de dire : « Non, non, vous pouvez y aller. Il n'y a pas de problème. » Et c'est dommage. Avant, j'avais toujours dit aux gens qu'il n'y avait pas de risque, peut-être quelques pourparlers mais rien de plus ; que bien sûr la rumeur proclamait plein de choses sur les Afars mais que ce n'était pas vrai. Maintenant, je ne pourrais que dire : « En principe, il ne se passe rien mais de temps en temps il y a un problème. »

**LNA. Qu'as-tu noté comme changements dans la région ? Par ailleurs, qu'est-ce qui peut fâcher les Afars dans la gestion qui est faite de leur région ?**

**Ch.** Beaucoup de choses ont été faites. Des réserves souterraines d'eau ont été installées à plusieurs endroits. Elles sont normalement ravitaillées par des camions et j'en ai vu nombre qui n'existaient pas avant. Donc, des puits ont été creusés ; ils sont cimentés, des dalles sont posées par-dessus. Maintenant, il y a des points d'accès à l'eau. Reste à savoir si les livraisons sont régulières, je ne peux le dire. En tout cas, des endroits pour la consommation humaine et pour abreuver les troupeaux existent. Sur la route d'Afdéra. Est-ce que ça a été fait parce que ce sont les Chinois qui travaillent sur la route ?, je ne sais pas. Il y a beaucoup de camions avec leurs chauffeurs et des travailleurs chinois.

Ce qui peut fâcher les Afars, c'est que lorsqu'on essaie de développer la région, eux en sont exclus. On les chasse des endroits où ils étaient depuis longtemps, parce qu'il y a de l'eau et des pâturages. Si on leur enlève ça, on leur enlève tout. C'est ce qui est en train de se passer dans pas mal d'endroits. Comme par exemple autour du lac d'Afdéra où toute la plantation, la palmeraie, a été éliminée pour faire des marais salants. Il ne reste plus rien, les sources d'eau chaude ont été salées. J'ai entendu parler d'un même genre de projet de développement du côté de Tandaho où il y a déjà des fermes de coton gigantesques, des plantations d'agrumes et autres pour lesquelles les meilleurs terrains avaient été pris. Apparemment, il s'agirait de développer la culture de canne à sucre en inondant un certain nombre de zones vitales pour les Afars. Ce sont des gens d'autres régions ou le gouvernement d'autres régions qui font ça et il n'y a rien pour l'Afar de base.

Au niveau du tourisme, le problème c'est qu'à part la location de chameaux à Erta Alé qui participe un peu à l'économie locale, tout le reste ne profite absolument pas aux Afars. Il y a 100 *birr* par personne de droit d'entrée en pays Afar, prélevé par la région. Cet argent, on ne sait pas à quoi il sert. Peut-être au développement local..., mais l'Afar croisé sur le chemin, lui, n'a rien. - Ch / KG



PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN LETERRIER

# Le problème Afar... États et système fédéral... La question des nationalités...

Entretien avec **Yussuf Yassin**, chercheur à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, analyste politique de la région de la corne de l'Afrique

[Par courriel, 8-9 mars 2007]

**Les nouvelles d'Addis. Y a-t-il un problème Afar en Éthiopie, et d'une manière plus générale, dans la corne de l'Afrique ?**

**Yussuf Yassin.** Comme vous le savez, les Afars habitent en Éthiopie, en Érythrée et à Djibouti... dans la Corne. En réalité, cela signifie que la Somalie est le seul pays de la Corne où ils ne vivent pas. Mais il n'en reste pas moins qu'ils sont très proches des Somalis, plus que tout autre groupe ethnique de la sous-région.

Cette sous-région de l'Afrique est aussi connue sous l'appellation d'Afrique du nord-est. Le triangle Afar est au cœur de cette partie nord-est de notre continent. Les Afars partagent des frontières avec les principales nationalités de la région : Oromos, Amharas, Somalis et Tigréens. Aussi, il va sans dire qu'ils sont au centre de presque tous les principaux conflits, comme ceux de l'eau et des pâturages qui enveniment et brouillent la sous-région ; mais aussi de conflits sur les mines de sel, l'accès à la mer, les routes stratégiques, la démarcation des frontières, la décentralisation du pouvoir, la violation des droits humains et démocratiques, la marginalisation économique.

En Éthiopie, les Afars sont l'une des plus de 80 nationalités que compte le pays. En Érythrée, ils sont l'une des 10 nationalités. Dans la République de Djibouti, ils vivent côte à côte avec les Somalis Issas. Ensemble, ils ont un mini État depuis l'indépendance de Djibouti en 1977. Malgré leurs tensions ethniques, leurs désaccords et querelles qui ont conduit à une insurrection armée de 1991 à 1995, à Djibouti ils ne se tirent pas dessus à vue comme ils le font dans l'Éthiopie voisine, principalement le long de la route Addis-Abeba-Djibouti-Assab. Au cœur du problème réside la distribution équitable des maigres ressources et les positions dans la bureaucratie et l'appareil d'État.

En Érythrée, il est tabou de parler de l'existence des différentes nationalités, sauf pour les spectacles folkloriques. Les Afars ont peu de raisons d'être heureux dans ce pays. La majorité d'entre-eux étaient opposés dès le début à la sécession de l'Érythrée par rapport à l'Éthiopie. Ils portent le fardeau de tous les problèmes du pays. Par dessus tout, ils sont considérés comme une menace pour l'existence même de l'État dans la mesure où ils réclament le littoral de la mer Rouge, en l'absence duquel l'Érythrée perdrait sa raison d'être. Les Afars habitent sur plus des deux tiers de la côte érythréenne.

83 % des populations de la Corne sont éthiopiennes. La majorité des Afars est aussi éthiopienne. Le plus gros morceau du triangle Afar est là aussi. C'est là que les Afars ont leur plus important sultanat, celui d'Aoussa. C'est le pays d'*Afarensis* (Lucy). C'est là aussi qu'ils ont leur région autonome avec toutes ses limites et tous les problèmes d'application. C'est aussi en Éthiopie qu'ils ont été condamnés à se battre pour leur survie contre toutes les forces de la nature. Les Afars sont parmi les groupes les plus marginalisés du pays. Ce qui explique qu'ils se battent contre tous les régimes éthiopiens successifs. Le récent enlèvement a uniquement attiré l'atten-

tion sur l'épreuve des captifs, mais très peu sur la plainte et le combat des Afars pour leur survie même.

**LNA. Le régime éthiopien qui a institué un système fédéral n'est-il pas en avance sur les autres États de la région pour la résolution des questions des nationalités ?**

**YY.** Je pense que je devrais dire "en principe", oui. Simplement, parce que le système fédéral est supposé leur donner, "en principe" encore, non seulement un partage équitable du pouvoir dans leur région mais aussi une répartition équitable de la richesse nationale. Les Afars ont leur propre état régional (*kelel*) où ils sont censés exercer leur propre gouvernement. Mais comme dans tous les états régionaux, le pouvoir y est exercé par des subalternes du TPLF/EPRDF qui ne peuvent pas lever le petit doigt pour empêcher les interférences du parti au pouvoir dans les affaires les plus insignifiantes des Afars, qui par ailleurs ne peuvent pas non plus régler la plus insignifiante de leurs doléances ; sans parler de problèmes plus importants comme l'expropriation de l'Afar fertile dans la basse (*tandahoo*) et haute (*sabure*) vallée de l'Awash ; comme la campagne militaire contre les Afars menée par les Somali-Issas de l'est et comme la monopolisation des concessions de sel afares à Afdera, principalement par des négociants tigréens. Ce sont les principaux problèmes qui sont au cœur du combat des Afars contre ce régime.

**LNA. Si ce système fédéral est réellement appliqué ne va-t-il pas favoriser l'éclatement de l'Éthiopie ?**

**YY.** Je ne pense pas. Je peux comprendre l'inquiétude et la crainte de certains compatriotes, mais ce n'est pas l'application du système fédéral qui constitue une menace pour l'intégrité territoriale du pays. Les nationalités dans les régions n'ont pas de pouvoir et c'est là que se situe le vrai problème avec le système fédéral éthiopien. Au contraire, c'est la non-application ou l'application bancale, et des manœuvres de manipulation irresponsables du groupe tigréen minoritaire, tel qu'il est représenté par le parti au pouvoir TPLF, qui crée un danger pour l'unité de l'État éthiopien. Ce groupe sème la discorde et la haine parmi les diverses nationalités de l'Éthiopie et abuse des dispositions fédérales pour les maintenir en conflit permanent afin d'assurer leur hégémonie minoritaire. Dans cette guerre perpétuelle de tous contre tous, mises à part les minorités en périphérie comme les Afars, même les deux principales nationalités du pays comme les Oromos et les Amharas sont aussi laissées en marge du processus de décision.

**LNA. Les forces de l'opposition éthiopiennes dont certaines critiquent le fédéralisme "ethnique" ont-elles une ou des solutions alternatives ?**

**YY.** La fixation de certains à propos de l'unité absolue du pays et la description nostalgique de l'Éthiopie impériale et du *derg* comme une oasis de paix idyllique commune entre les nationalités et les groupes religieux n'est pas seulement fautive, mais elle pose aussi un danger. De même, la notion simpliste et la croyance que les Éthiopiens ne peuvent pas imaginer une formule pour vivre côte à côte dans la paix et la prospérité dans le futur, simplement à cause du fait que des

actes historiques perçus comme injustes ne favoriseraient pas l'entente et l'unité au sein de la population éthiopienne.

Je suis sûr qu'ils ont leurs propres alternatives, comme des organisations non politiques dans l'Éthiopie d'aujourd'hui, qui peuvent mettre en avant et promouvoir une plate-forme politique afin de s'opposer ou de démanteler "en principe" le système fédéral. Quelques groupes d'opposition que vous pouvez avoir à l'esprit ne sont pas en soi contre la décentralisation du pouvoir et son transfert aux nationalités dans leurs régions, *per se* (par eux-mêmes). Ils pourraient trouver leur intérêt dans l'application de critères ethniques majoritairement utilisés comme base pour découper les frontières territoriales des états fédéraux.

**LNA. Quelles sont les revendications les plus importantes pour l'ARDUF (Ugugumo) ?**

**YY.** Historiquement, Ugugumo a émergé dans une partie retirée de la zone nord-est du triangle Afar, où des touristes britanniques ont été enlevés récemment, en tant que mouvement de résistance indigène contre le TPLF dans les années 70. Plus tard, quand l'Érythrée est devenue indépendante et que les deux groupes rebelles TPLF et EPLF sont devenus respectivement les partis au pouvoir en Éthiopie et en Érythrée, le mouvement a continué avec une nouvelle orientation pan-éthiopianiste pour la réunification du littoral de la mer Rouge à l'Éthiopie avec le slogan : "aasa baday, n'agata" (la mer Rouge est notre patrie). En passant, les Afars appellent les deux groupes Tigréens "namma Tigre", puisque tous deux parlent Tigrinya, et les Afars ne semblent pas faire la moindre différence entre eux.

Ugugumo lutte aussi contre tous les types de marginalisation de l'Afar. Bien qu'avec une force et une intensité diminuée, malgré tous les hauts et les bas provoqués par le retrait de certains de ses chefs, le mouvement semble encore actif comme le confirme le récent enlèvement de touristes.

**LNA. Comment situez-vous l'ARDUF ou l'Ugugumo dans le paysage politique éthiopien ?**

**YY.** Comme je l'ai dit plus haut, l'Ugugumo est apparu comme une insurrection populaire locale, dans la région de Brahalie dans les années 70, son nom en afar-af (langue Afar) était alors *ugugumo* ou l'insurrection. Plus tard, après l'indépendance de l'Érythrée, ses rangs ont été rejoints par quelques anciens membres du Mouvement national de libération afar (ANLM). Il a pris alors une dimension nationale et régionale, en devenant l'ARDUF. Sa nouvelle plate-forme de combat pour la réunification des terres afares de la mer Rouge avec l'Afarland éthiopien s'accordait avec ses engagements pan-éthiopiens.

Il ne peut pas être un mouvement séparatiste, comme cela est affirmé sans cesse par les médias occidentaux, alors qu'il lutte pour la réunification et non pour la séparation. Au contraire, il est clair que leur principal objectif est de lutter contre la séparation des Afars de la mer Rouge du reste de l'Éthiopie. Les chefs de l'Ugugumo qui ont rejoint "le pâturage plus vert" dans le *kelel* ou à Addis-Abeba pourraient fournir un alibi pour la représentation afare dans le centre, mais ils seront tou-

jours étrangers au jeu du pouvoir des élites visant au contrôle de l'État central.

**LNA. Au delà de la défense du peuple Afar, l'Ugugumo a-t-il une vision globale de l'Éthiopie et de la corne de l'Afrique ?**

**YY.** Je ne suis pas sûr que ce mouvement ait une vision globale de l'Éthiopie et, pour cette raison, de la corne de l'Afrique d'une façon générale. L'année 1991 a annoncé de très importantes évolutions dans la Corne. C'était une année de grands bouleversements. À la fois le *derg* de Mengistu Haïlé-Mariam et Ziad Barré en Somalie ont été renversés par leurs opposants cette année-là. Cette même année a vu la naissance de l'Érythrée en tant qu'État indépendant. La conséquence immédiate de l'indépendance de l'Érythrée a été que l'Éthiopie a été enclavée, en perdant sa région côtière Afar et le port d'Assab. Les Afars ont perdu leur région autonome d'Assab puisqu'elle a été démantelée par les Érythréens vainqueurs. C'est aussi pendant cette même année que les insurgés afars, sous la direction du Frud ont constitué une menace sérieuse dans le mini-État de Djibouti. Le gouvernement de Djibouti a accusé les milices afares du défunt régime de Mengistu en Éthiopie de prêter main forte à leurs parents et amis à Djibouti. C'est aussi en 1991 qu'Ugugumo a lancé son combat pour la réunification du littoral de la mer Rouge et l'annulation du nouvel enclavement de l'Éthiopie. Faire de l'Éthiopie un État côtier de la mer Rouge est une tâche que les Afars doivent endosser avec les nationalistes éthiopiens. Les Afars deviennent une partie de l'équation. Comme les Afars se trouvent dans les trois pays de la corne de l'Afrique, ils ne sont pas une partie du problème mais ils peuvent toujours être une passerelle d'entente entre les États. Ils peuvent pousser pour plus d'entente entre les peuples et les États de la sous-région. N'importe quel type de coopération et d'intégration les rapproche de leur réunification. Je ne suis pas sûr que les chefs d'Ugugumo aient une vision aussi articulée, mais ils réalisent nettement que leur destin est lié au destin de tous les peuples de la sous-région.

**LNA. Selon vous, y a-t-il une solution durable aux problèmes des nationalités dans le cadre des structures étatiques existantes dans la corne de l'Afrique ?**

**YY.** Nous avons vu le problème avec les structures étatiques existantes. Même en Éthiopie, qui a opté pour un système fédéral, le tableau laisse beaucoup à désirer. Cela ne signifie pas que c'est une tâche impossible que de trouver une formule exploitable et opérationnelle pour une solution durable. La formule pourrait être trouvée à la fois dans les structures d'État de chacun des États ainsi que dans une certaine forme d'union et de coopération entre tous les États. Comme nous l'avons vu précédemment, la Corne est composée de peuples éthiopiens et somalis, dans la mesure où l'Érythrée était une partie de l'Éthiopie encore récemment. Les principaux groupes ethniques à Djibouti, les Afars et les Somali-Issas, sont liés à la fois aux deux groupes. Mais les États, individuellement, doivent d'abord se démocratiser eux-mêmes. Le partage du pouvoir par les groupes locaux au sein des structures d'État, c'est la démocratie en action. – YY / AL

**15 février, Addis-Abeba.** Starbucks, le plus grand négociant de café aux États-Unis, reconnaît le droit de propriété de l'Éthiopie sur ses marques de cafés Sidamo, Harar et Yirgacheffe. Starbucks doit dorénavant vendre ces cafés éthiopiens, qui sont naturels, sans les mélanger avec d'autres variétés. Vingt-huit pays reconnaissent déjà le droit de propriété de l'Éthiopie sur ses marques de cafés dont le Japon, le Canada et les pays de l'Union européenne.

•••

lutter contre les attaques au mortier et à la roquette lancées quasi-quotidiennement à Mogadiscio. Cette nouvelle unité comprendra notamment des policiers et des militaires spécialement entraînés et dotés de "technicals" (4x4 à plateaux, équipés de mitrailleuses).

**19 janvier, Addis-Abeba.** Le Premier ministre éthiopien, Méléts Zénawi, médaillé d'or de la CAF (Confédération africaine de football). Cette distinction, dans le cadre du cinquantième de la CAF, honore les quatre chefs d'État des pays fondateurs et le prési-

dent de l'Union africaine. À quand une Coupe du monde de football en Éthiopie ?

**20 février, Mogadiscio.** Le palais présidentiel et le quartier-général du ministère de la Défense ont été les cibles de tirs de mortiers. On dénombrait au moins 12 morts, dont un garçonnet de quatre ans et près de 50 blessés. Ces attaques quasi quotidiennes poussent les civils à quitter la capitale.

**20 février, Sanaa.** 90 soldats auraient été tués en moins d'une semaine, dans des combats opposant l'armée à des membres de la

tribu chiite rebelle de Hussein Badr Eddin al-Hawthi. La recrudescence de la violence de ces affrontements inquiète les observateurs internationaux qui demandent l'organisation de négociations sous l'égide de l'ONU.

**20 février, New York.** Le Conseil de sécurité autorise l'Union africaine à établir, pour une période de six mois, une mission en Somalie (AMISOM) dont le rôle consistera à assurer les déplacements et la protection des participants au Congrès de réconciliation nationale.

**21 février, Addis-Abeba.** Les organisations

RECHERCHES, PUBLICATIONS

COLETTE DELSOL, ALAIN LETERRIER

## Mort de Clark Howell

Le grand paléoanthropologue américain avait notamment mené des fouilles en Éthiopie dans les années 1960 et 1970



Clark Howell a dirigé de nombreuses missions en Afrique (Tanzanie, Kenya, Afrique du Sud, etc.) ainsi qu'en Europe où il a notamment travaillé sur le site de Soria, un des plus anciens sites européens connus d'implantation d'hommes venus d'Afrique.

Membre du comité scientifique de la Fondation Leakey, Clark Howell était coresponsable scientifique du programme "Révéler l'origine des hominidés" de la National Science Foundation américaine, qui soutient financièrement de nombreuses équipes internationales.

Lui-même a apporté son soutien à de nombreux chercheurs, particulièrement africains, mais également à de grandes spécialistes des primates, comme Jane Goodall pour les chimpanzés, Birute Galdikas pour les orang-outans et Dian Fossey pour les gorilles. Il estimait en effet que la connaissance des mœurs sociales des primates pouvait éclairer la recherche sur les plus anciens ancêtres de l'humanité.

Clark Howell souhaitait populariser l'anthropologie et il semble y avoir réussi par la publication de livres ou la réalisation de films qui constituaient de vraies premières sur le sujet dans les années 60.

Il est salué par ses pairs comme un très grand spécialiste. Pour certains il est la figure centrale de la paléoanthropologie de ce dernier siècle et le plus grand acteur de sa modernisation. – CD

Il s'est d'abord intéressé à l'homme de Néandertal, avant de diriger plusieurs expéditions en Éthiopie, entre 1968 et 1973. C'est lors de ces expéditions que seront mis au jour de nombreux fossiles d'australopithèques. En 1974, un de ses élèves, Donald Johanson, sera l'un des co-découvreurs occidentaux, avec Maurice Taïeb et Yves Coppens, de la célèbre "Lucy".

## Macé. Éthiopie, le livre et l'ombrelle. Sublime !

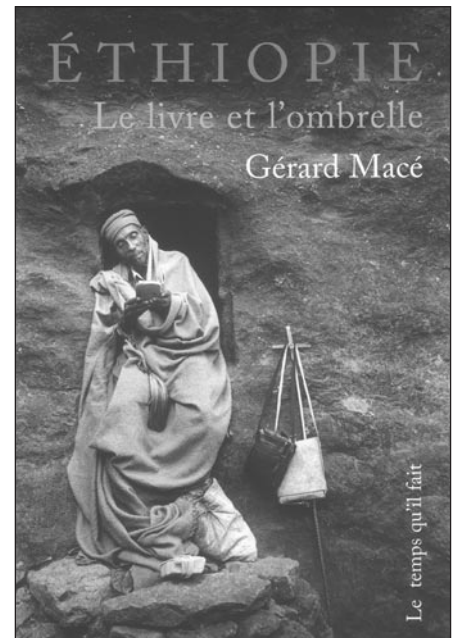
MACÉ (Gérard)  
*Éthiopie, le livre et l'ombrelle*  
éd. Le Temps qu'il fait, mai 2006  
110 pages, 25 euro

Certains objets n'ont pas de fonction avouée, visible. C'est le cas de ce livre ; il ne se présente pas d'emblée comme ouvrage d'art, support d'information, communication scientifique ou politique. Il est donc *inutile*, au sens pratique des choses. Inutile mais indispensable à toute personne avide de beauté et de silence. Essayons de l'évoquer.

Il s'agit d'une Éthiopie éternelle, religieuse, digne. Gérard Macé, poète, écrivain et photographe nous offre un magnifique ouvrage sur l'Éthiopie chrétienne, celle des prêtres, des moines, mais peut-être surtout celle des croyants, des multitudes de croyants chrétiens qui ont marqué et marquent encore l'identité éthiopienne.

Comme un temps arrêté sur une ère biblique qui n'aurait pas changé depuis des millénaires. C'est d'ailleurs ce qui frappe dans cet ouvrage, l'intemporalité. L'auteur a su saisir la piété des hommes et des femmes sans atteindre à leur dignité. Ses photographies en noir et blanc, d'une qualité de reproduction remarquable, respectent le sujet, pas d'agression, pas de vol d'image. À quoi cela tient-il ? Une certaine distance entre le photographe et son sujet ? En tout cas sûrement une distance respectueuse.

D'autres images sont consacrées au Livre, sous ses formes liturgiques, manuscrits précieux, peintures murales. Et là encore,



l'homme est présent, comme cette photographie où deux hommes tiennent ouvert un manuscrit posé sur le sol. Objet précieux, mais objet du quotidien pour les croyants d'Éthiopie.

Quant à l'ombrelle, énigmatique dans le titre de l'ouvrage, c'est l'objet par excellence des religieux éthiopiens, présent dans toutes les cérémonies. Moins protection pour les officiants que protection pour les objets liturgiques, elle fait l'objet de toutes les attentions.

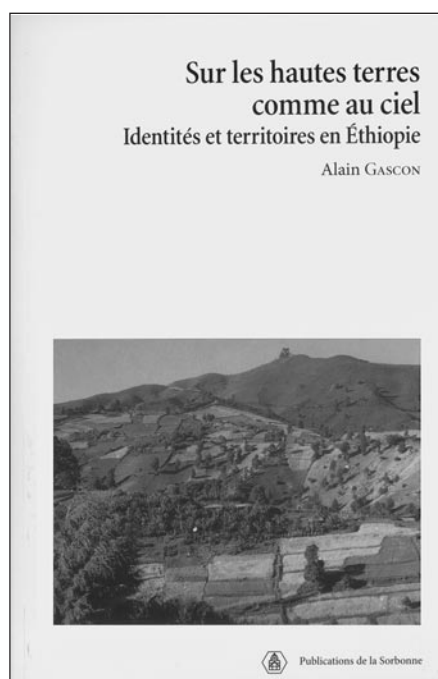
N'ignorant pas que l'Éthiopie n'est pas seulement chrétienne, Gérard Macé a choisi dans cet ouvrage de se consacrer à ce seul aspect. – CD, AL

## Gascon. Sur les hautes terres comme au ciel

GASCON (Alain)  
*Sur les terres comme au ciel, Identités et territoires en Éthiopie*  
Publications de la Sorbonne, Paris, 2006  
336 pages, 35 euro

Bon titre pour cet ouvrage érudit de Alain Gascon, sur les identités et les territoires éthiopiens. Il s'agit d'un livre de géographie historique, culturelle et politique des bouleversements territoriaux et identitaires survenus en Éthiopie depuis la chute du régime du *derg*, en 1991.

La réforme agraire entreprise en 1975 qui visait officiellement une redistribution de la terre, avait également pour but de modifier la territorialisation fondée sur le mythe salomonien qui faisait que le "peuple élu", les Éthiopiens, habitaient les hautes terres. La Révolution entendait créer des fusions entre les peuples éthiopiens pour donner naissance à un peuple socialiste. Les résultats, au moins économiques, n'ont pas été à la hauteur des espérances ; les famines ont continué à sévir dans le pays. Le nouvel État fédéral éthio-



pien, plus ou moins fondé sur une composante ethnique, crée un réveil des identités, sans pour autant réussir à atteindre l'autosuffisance économique.

L'ouvrage d'Alain Gascon est sans concession pour les choix opérés par les divers régimes éthiopiens. Tout en comprenant que ce pays, brutalement passé du « temps long » à la modernité a dû gérer en un espace historique record la fin du féodalisme, une révolution marxiste et une plongée dans le libéralisme. Cette accélération du temps ne se fait pas sans heurts, ni sans dégâts pour les populations éthiopiennes.

À noter, les cartes et tableaux qui permettent de comprendre les évolutions démographiques, économiques, politiques ainsi que les migrations choisies ou imposées. Belle idée aussi que d'inclure un glossaire des noms amharique et une chronologie.

Alain Gascon est géographe, diplômé d'Études éthiopiennes et de somali de l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales), professeur à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, membre du Centre d'études africaines (CNRS/EHESS) et chargé de cours à l'Inalco. – CD

## Femmes d'Afrique à Marrakech

Marrakech accueillera du 19 au 22 avril le premier Festival des femmes d'Afrique. Occasion pour les organisatrices de faire un tour d'horizon des talents artistiques des femmes africaines, mais aussi d'aborder leurs grandes luttes contre la violence dans la famille, contre le sida, contre la pauvreté et contre les mutilations génitales féminines. La diva africaine, Miriam Makeba sera l'invitée d'honneur de cette première édition. – LNA

humanitaires internationales commencent à parler ouvertement d'épidémie de choléra en Éthiopie. Malgré les démentis des autorités éthiopiennes qui continuent à parler de foyers de diarrhées acquises aigües. Huit des onze régions de l'Éthiopie seraient déjà touchées et quelque 60.000 personnes infectées. La région Afar aurait enregistré plus de 1.000 nouveaux cas en une semaine.

**21 février, Addis-Abeba.** Des officiers supérieurs et des diplomates de haut rang de l'Union européenne (UE) se sont joints à leurs

homologues africains, pour évaluer les aspects militaires et politiques du programme de renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAP), initié par la France au cours des dix dernières années.

**21 février, Mogadiscio.** Deux responsables locaux de l'administration de la capitale somalienne Mogadiscio ont été tués par balles par des inconnus. Il s'agit de Muhyadin Hassan, commissaire du district de Yaqshidi, dans le nord de la ville, et de Abdi Omar Gogooye, commissaire-adjoint du district de

Wadajir, dans le sud-ouest de la capitale. **22 février, Asmara.** Trois journalistes travaillant pour les médias d'État érythréens, arrêtés en novembre à Asmara, ont été relâchés et placés en liberté surveillée, indique Reporters sans frontières (RSF). Temesghen Abay, de la radio publique Dimtsi Hafash, Getachew Asfaha et Asmerom Berhe, de la télévision d'État Eri-TV, ont été libérés après plusieurs semaines de détention au commissariat de police n°5 de la capitale. Un autre journaliste de Radio Dimtsi Hafash, Daniel Musie, arrêté

à la même époque, serait toujours détenu. **22 février, Mogadiscio.** Un obus de mortier tiré sur l'aéroport de la capitale somalienne. Les infrastructures et appareils en transit ne semblent pas avoir été touchés par l'explosion. **22 février, New York.** Le *New York Times* écrit que l'armée américaine a utilisé des bases en Éthiopie, le mois dernier, pour tenter de capturer ou de tuer de hauts responsables d'Al-Qaïda dans la corne de l'Afrique. Des soldats américains auraient notamment utilisé une piste d'atterrissage dans l'est de

l'Éthiopie pour mener des frappes aériennes contre des activistes musulmans en Somalie. **23 février, Asmara.** La FAO lance une nouvelle alerte sur la résurgence de criquets pèlerins dans les régions côtières érythréennes proches du Soudan. Une reproduction à petite échelle est en cours dans les zones côtières de l'Arabie Saoudite et du Yémen, on signale des concentrations d'acridiens sur la côte nord-ouest de la Somalie, et en Érythrée et au Soudan, une deuxième génération de reproduction a commencé ; elle pourrait

ROBERT WIREN, COLETTE DELSOL

## L'Éthiopie des hommes d'affaires, par Ubifrance

PLAISANT (Sara)  
NEUVILLE (Amandine)  
BOËDOZ (Pierre)  
*Éthiopie et Djibouti,*  
coll. "L'essentiel d'un marché"  
Ubifrance, Paris, 2007  
323 pages, 25 euro

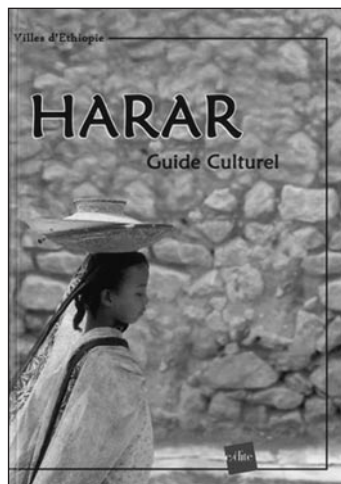
L'Éthiopie connaît actuellement un certain dynamisme économique. La parution d'un ouvrage pour les investisseurs français montre que ce pays, l'un des plus peuplés d'Afrique, commence à intéresser en France. D'ailleurs, les Chinois sont déjà massivement présents en Éthiopie, pendant que Dubaï – autre phénomène

économique – s'est investi dans le port de Djibouti. L'éditeur de cet ouvrage pratique est Ubifrance qui dépend du ministère de l'Économie et des Finances sous le nom d'Agence française pour le développement économique représentée dans chaque ambassade par un service qui autrefois se nommait Mission économique. L'un des auteurs, Pierre Boëdoz est actuellement en poste à Addis-Abeba, comme conseiller économique et commercial pour l'Éthiopie et Djibouti. Le commerce franco-éthiopien est encore modeste. Avec 100 millions d'euro investis, la France se place au second rang, assez loin toutefois de l'Arabie Saoudite.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cet ouvrage spécialisé. – RW

## Harar, guide culturel

VÔ VÂN (David)  
MOHAMMED JAMI GULEID  
ZORZUTTI (Alain) [photographies]  
*Harar, guide culturel*  
éditions e-dite, Paris, 2006  
100 pages, 16 euro  
[Bientôt en vente sur la petite boutique LNA : [www.lesnouvelles.org](http://www.lesnouvelles.org)]



Empruntons les pas d'Arthur Rimbaud et d'Henri de Monfreid, et découvrons Harar, où ces deux illustres personnages ont laissé des traces et des souvenirs.

Harar est sans doute millénaire, sans qu'on puisse encore, en l'état actuel de nos connaissances, attribuer une date précise à sa fondation. Elle appartient à une très ancienne civilisation comme le prouvent les vestiges découverts dans la région (peintures rupestres, tombes musulmanes, ruines de cités médiévales décrites comme cyclopéennes). La ville de Harar, drapée d'histoire et de cultures chatoyantes se définit comme un des trésors du patrimoine historique mondial. Malheureusement jusqu'à ce jour on déplo-

rait l'absence d'ouvrage propre à cette ville. Le lecteur trouvera dans ce livre une extraordinaire source d'information. Ouvrage de référence, à la fois guide culturel, et passionnant livre d'histoire, "Harar" nous ouvre les portes d'une des plus anciennes et plus extraordinaires villes du monde.

Cet ouvrage a été publié dans le cadre du projet de coopération de mise en valeur du patrimoine culturel harari, établi entre le Gouvernement régional du peuple harari et l'Ambassade de France en Éthiopie. – LNA

## Paul B. Henze Histoire de l'Éthiopie

L'œuvre du temps

éd. Moulin du pont, 2004  
432 pages, format 16 x 24 cm.  
Table, glossaire, cartes et illustrations hors texte, bibliographie, index.  
Brochage cousu-collé.  
35 euro + port colissimo :  
• port France métro : 6,0 eur  
• port DOM-TOM : 9,0 eur  
• port international : 12 eur  
(chq à l'ordre de "MDP")

**Pour commander**  
• par correspondance :  
Les nouvelles d'Addis  
24, le Moulin-du-pont  
F-77320 St-Rémy-de-la-vanne  
• vente en ligne :  
<http://www.lesnouvelles.org>  
**Vente aux libraires :**  
Diffusion Karthala  
22-24 bd Arago, F-75013 Paris  
Tél. : 33 (0)1 43 31 15 59  
Fax : 33 (0)1 45 35 27 05  
[karthala@wanadoo.fr](mailto:karthala@wanadoo.fr)



# éthiopiennes

## l'encyclopédie sonore des musiques éthiopiennes



Buda Musique  
[www.budamusic.com](http://www.budamusic.com)

Distribution Socadisc



Le volume 20, DOUBLE CD, n'est pas proposé dans l'offre abonnement LNA 2 ans + 1 CD

...  
signifier une recrudescence rapide de criquets.  
**24 février, Mogadiscio.** Le CICR lance un appel pour la protection des civils pris dans les affrontements armés en Somalie. Il se déclare notamment préoccupé du sort des personnes qui ont été arrêtées en liaison avec le conflit, dont les familles sont sans nouvelles.  
**24 février, Kismayo.** Incendie d'un navire marchand dans le port de Kismayo (500 km au sud de Mogadiscio). Ce navire devait être le dernier à transporter du charbon de bois vers les Émirats Arabes Unis, après l'interdic-

tion d'exportation imposée par le gouvernement qui prenait effet à 8 heures locales.  
**25 février, Mogadiscio.** Des pirates somaliens détournent un navire d'aide alimentaire affrété par le Programme alimentaire mondial. Le bateau venait de décharger sa cargaison dans le port somalilandais de Berbera.  
**26 février, Bargal (Puntland).** Un navire de guerre américain à la poursuite des pirates qui ont attaqué le navire du PAM au nord de la Somalie. Le PAM s'inquiète pour la sécurité des douze membres d'équipage.

**1er mars, Hamed'ela (Éthiopie).** Cinq voyageurs européens et treize Éthiopiens sont enlevés par un commando d'une trentaine d'hommes, dans la dépression du Danakil, de la région Afar d'Éthiopie [cf. dossier "Afar"]. Un autre groupe de sept touristes occidentaux qu'on croyait disparu a été retrouvé.  
**6 mars, Mogadiscio.** Des éléments islamistes attaquent des bâtiments de l'aéroport de Mogadiscio où venaient à peine d'arriver les premiers éléments des forces ougandaises destinées à composer la force d'in-

terposition en Somalie. D'autres attaques ont visé les forces somaliennes et éthiopiennes.  
**9 mars, Djibouti.** Le président de la Ligue djiboutienne des droits humains, Jean-Paul Noël Abdi est arrêté et placé en garde à vue.  
**13 mars, Mogadiscio.** Épidémie de choléra dans le sud de la Somalie. Au moins 42 personnes, dont une majorité d'enfants, auraient succombé à la maladie, selon des sources médicales qui s'inquiètent du manque de médicaments pour le traitement des nombreux autres malades hospitalisés.

**15 mars, Genève.** La top-model d'origine éthiopienne, Liya Kebede, est à nouveau nommée ambassadeur de bonne volonté pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), particulièrement pour les questions de santé maternelle et infantile. Liya Kebede a déjà occupé ces fonctions durant deux ans.  
**15 mars, Jérusalem.** Le ministre israélien de la Santé s'inquiète du taux de suicide chez les jeunes. Celui des jeunes immigrants éthiopiens est particulièrement alarmant : 5,2%, contre 1,75% pour les autres jeunes.

## AMICALES, COMMUNAUTÉ

ROBERT WIREN, COLETTE DELSOL, ALAIN LETERRIER

## Électriciens sans frontières

### Un projet pour les énergies renouvelables et l'alimentation en eau", au sud de Harar

Deux agents d'EDF Recherche et Développement du Département STEP de Chatou ont présenté en avril 2006 le projet "Tobsta" à l'association Électriciens sans frontières (ESF). Il s'agit d'un château d'eau à énergie solaire et éolienne. La première phase a été acceptée en juin 2006 sous la forme d'une mission d'identification qui a eu lieu du 15 juillet au 15 août 2006 en Éthiopie.

Le projet "Tobsta" consiste à concevoir, fabriquer et installer un château d'eau à Boko, chef lieu de la région Fédés, situé à

500 km à l'est d'Addis-Abeba, qui souffre comme l'ensemble de la région d'un manque chronique d'eau.

Ce château d'eau doit assurer un pompage durable en respectant les capacités de la nappe phréatique et en utilisant des énergies renouvelables (solaire et éolien) pour réduire les coûts d'exploitation tout en supprimant les émissions de gaz à effet de serre. Le captage de l'eau pluviale est en partie déjà réalisé sur place. La faible pluviosité de ces cinq dernières années montre les limites de cette seule solution.

Le planning prévisionnel est très serré en raison de l'urgence : le forage aurait du débuter en avril 2007 (pour essais de pompage en fin de saison sèche) et montage de la tour en fin 2007. La mission d'identification réalisée en 2006 a permis : d'installer un mât météo et de former une ONG locale chargée de relayer les données ; d'investiguer sur les ressources hydrologiques locales ; de mettre en place une organisation locale avec les ONG éthiopiennes Derash et Wemso pour le suivi et la réalisation du projet, ainsi que la gestion ultérieure.

La phase initiale du projet comprenait la recherche de financements pour : la réalisation du forage ; la construction de la structure métallique ; la fourniture des panneaux solaires et de l'éolienne adaptée aux vents faibles ; la formation sur place des futurs exploitants ; l'envoi du matériel complet par conteneur de France au village de Bokko.

Les besoins sont estimés à 200.000 euro environ pour le projet pilote. Ce projet pilote devra servir de modèle à la réalisation de structures similaires à moindre coût. Il pourra constituer à terme, par les postes créés (construction, conduite, exploitation, maintenance, formations associées), une base de développement pour un tissu industriel local dans les villages de la région et plus tard dans certaines régions avoisinantes (Afar et Tigray notamment).

Un partenariat est en cours avec le lycée technique Aristide-Briand de Blanc-Mesnil, pour réaliser le calcul mécanique de la structure et, si possible, sa fabrication par les élèves ou à défaut la réalisation d'une maquette destinée à la formation.

Un autre partenariat de recherche a été étudié, pour : l'adaptation du couplage solaire/éolien, la modélisation du productible en fonction du vent et de l'ensoleillement, ainsi que l'optimisation de production des générateurs solaire/éoliens en fonction des conditions météo locales.

En conclusion, l'objectif final du projet est d'exploiter au mieux, à moindre coût, avec la plus grande durabilité les faibles ressources locales dans le respect de l'environnement, en étroite collaboration avec la culture éthiopienne, ainsi que les différents acteurs et ONG présents sur place en Éthiopie. – LNA

**Contacts :**  
Projet ESF "Tobsta"  
25, rue du Général-Sarraill  
95240 Cormeilles-en-Parisis  
Jean-Louis Quéri, jquerida@aol.com  
Tél. : 01.30.87.85.85 / 06.22.19.12.84  
Bruno Péchine, brunail@gmail.com  
Tél. : 01.30.87.79.54 / 06.61.80.62.27  
www.electriciens-sans-frontieres.com

## Mama Ethiopia au Marathon-expo de Paris

L'association Mama Ethiopia sera présente en tant qu'organisation humanitaire au Marathon-expo de Paris, du 12 au 14 avril prochain. L'association présentera son programme du Millénaire éthiopien avec la participation exceptionnelle de Marilynne Brun, deuxième Dauphine Miss France 2000, marraine du projet, ainsi que de Sonia Rolland qui a été élue Miss France 2000. À cette occasion, des bracelets "Vert-Jaune-Rouge" seront mis en vente au profit des enfants des rues.

Par ailleurs, Mama Ethiopia invite les personnes intéressées à se rendre en Éthiopie lors des festivités du Millénaire éthiopien à prendre contact ; à l'occasion de cet événement unique, un tarif de groupe (voyage, hébergement) est proposé. – LNA

**Pour tous renseignements :**  
Mama Ethiopia  
30, bd du Maréchal-Fayolle  
43000 Le Puy-en-Velay  
Tél. : 04 71 02 48 04 et 06 13 52 99 75  
site internet : www.mama-ethiopia.com  
courriel : mamaethiopia@orange.fr

## Reine de Miséricorde

### Le retour aux sources

Dans le cadre de ses activités d'adoption, l'association les Amis de reine de Miséricorde organise pour des enfants éthiopiens adoptés, un camp de jeunes en Éthiopie en juillet/août 2007.

Une première expérience a été menée pendant l'été 2005. Des jeunes adolescents se sont rendus dans leur pays d'origine et ont pu ainsi retrouver leurs racines, mais aussi se rendre utiles pour des Éthiopiens soumis à des conditions de vie difficiles. Ce premier séjour a été une telle réussite que d'autres enfants adoptés ont souhaité renouveler l'expérience.

Un autre groupe devrait donc partir en Éthiopie cet été. Ils séjourneront sur le site de Bonga (province du Kaffa, sud de l'Éthiopie) et participeront à des projets menés par cette mission catholique à destination de lycéennes et d'enfants parrainés. Il s'agit de travaux de réfection de bâtiments d'internat, d'apport de mobilier...

En attendant leur départ, les jeunes sont incités à mener des initiatives pour récolter des fonds nécessaires à ces travaux. L'association les Amis de la reine de Miséricorde appelle aussi tous les donateurs intéressés par ce projet à la contacter. – CD

**Contacts :**  
Les Amis de reine de Miséricorde  
10, résidence de l'Écoulanderie  
F-50200 Coutances  
Tél. : 33 (0)2.33.47.36.25  
Fax. : 33 (0)2.33.47.03.88  
courriel : contact@jeparraine.com  
site internet : http://www.jeparraine.com

## Décès de Messeret Kebede figure de la diaspora éthio-française

Grande figure de la diaspora éthio-française, Messeret Kebede est décédée. Ancienne élève du lycée Guebré-Mariam, elle était restée très attachée à l'Éthiopie. Elle exerçait à l'hôpital Necker-Enfants malades depuis 1996, en tant spécialiste de chromatographie au laboratoire de biochimie. Son chef de service a salué « ses compétences techniques en chromatographie, son sérieux et son efficacité dans ses activités professionnelles, et aussi ses qualités humaines, sa disponibilité pour assouplir les contraintes de ses collègues, son dévouement dans toutes les tâches qu'elle entreprenait ». Il a également pu apprécier ses qualités humaines, « Messeret était une personne ouverte, agréable à vivre et riche de connaissances. Elle aimait discuter et savait rire de bon cœur ».

La communauté éthiopienne a été très marquée par ce décès brutal et s'est mobilisée pour qu'après tant d'années d'exil, Messeret retrouve son pays pour reposer en paix auprès des siens. – RW

## Huit heures Les nouvelles d'Addis (saison IV) samedi 12 mai 2007

Pour notre rdv d'été, mai est préférable à juin, dont le calendrier est trop chargé. Donc, second samedi de mai !

Dores et déjà nous pouvons annoncer deux éléments de pré-contenus et un grand rendez-vous pour le Forum LNA :

1) *Jeune recherche* : « Le voyage de ras Tafari en France (1924) »,

2) *Développement et droits humains* : « Femmes éthiopiennes, le bond en avant »,

3) *Justice* : « Affaire Borrel : l'assassinat d'un juge à Djibouti, entre justice et France-Afrique », avec Mme **Élisabeth Borrel**. – AL

**Renseignements et inscriptions :**  
par courriel : les8hLNA@lesnouvelles.org  
par courrier : M. Robert Wiren, 3 allée Prairie de Courcelles, 91190 Gif-sur-Yvette.

### Les nouvelles d'Addis

አዲስ : ቤ ሩ

Les nouvelles d'Addis (LNA)  
BP 102  
51210 Montmirail  
France

Site internet : <http://www.lesnouvelles.org>

Tél. 33 (0)3 26 81 30 21  
Fax 33 (0)3 26 81 32 79

LNA n° 56, 15 mars 2007  
Imprimé à 800 exemplaires  
Dépôt légal à parution

**Directrice de la publication**  
**Directrice de la rédaction**  
Colette Delsol  
E-mail : [direction@lesnouvelles.org](mailto:direction@lesnouvelles.org)

**Comité de rédaction**  
E-mail : [redaction@lesnouvelles.org](mailto:redaction@lesnouvelles.org)

Afework Girma, Ali Youssouf, Aynalem, Hamad-bala, Jacques Bureau (†), Alain Charret, Colette Delsol, Bernard Faye, Katia Girma, Ilwaad Nuur, Alain Leterrier, Mickaël Ali, Paul-Alain Prigent, Robert Wiren

**Bureau d'Addis-Abeba**  
Ali Adem, BP 80887, Addis-Abeba  
Tél. (00-251-1) 18 20 76 et (00-251-1) 63 06 88

**Édition**  
Édité par la sarl Moulin du pont (MDP)  
Gérant Paul Abram, RCS Paris B 418 576 559.  
Imprimé par IDG (F-52201 Langres Cedex)

**Tarif des abonnements**

1 an France métropolitaine	32 euro
1 an international	37 euro
Réduction étudiant (sur justificatif)	-20%
1 an soutien	80 euro

**Règlement**  
Chèque ou virement à l'ordre de "MDP"

**Domiciliation bancaire**  
Titulaire compte / Account Owner  
CTE 00010259201 – SARL MOULIN DU PONT  
MME DELSOL COLETTE – 8, RUE DE BERRI, 75008 PARIS  
Code banque : 30066 – Code guichet : 10860  
Numéro de compte : 00010259201  
Clé RIB : 40 – DOMICILIATION : CIC FM IVRY  
IBAN (International Bank Account Number) : FR76 3006 6108 6000 01025920 140  
Bank Identification Code (BIC) : CMCIFRPPXXX

S P E C I M E N  
**GRATUIT**

**Nous vous offrons  
ce numéro pour  
vous faire connaître  
Les nouvelles d'Addis  
journal papier**

**Vous pouvez vous  
abonner et/ou soutenir  
l'association des  
Amis des nouvelles d'Addis**

(voir au verso)

# Les nouvelles d'Addis

አ ጊ ስ ፡ ዜ ፍ

## Bulletin d'abonnement 1 an, 6 numéros

à renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de « MDP » à

LES NOUVELLES D'ADDIS (LNA)  
BP 102, 51210 MONTMIRAIL, FRANCE

Renseignements : abonnement@lesnouvelles.org  
Site : <http://www.lesnouvelles.org>

### TARIF D'ABONNEMENT

(cochez la case correspondant à la formule de votre choix)

- |   |   |                          |
|---|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> France métropolitaine                  | : un an (6 nos)                                     | <b>32 eur</b>            |
| <input type="checkbox"/> France métropolitaine x 2              | : deux ans (12 nos + 1 cd "éthiopiennes" no ..... ) | <b>64 eur</b>            |
| <input type="checkbox"/> international                          | : un an (6 nos)                                     | <b>37 eur</b>            |
| <input type="checkbox"/> international x 2                      | : deux ans (12 nos + 1 cd "éthiopiennes" no ..... ) | <b>74 eur</b>            |
| <input type="checkbox"/> Étudiant (envoyer copie de la carte) : | .....   | <b>réduction de 20 %</b> |
| <input type="checkbox"/> de soutien                             | : un an (6 nos)                                     | <b>80 eur</b>            |
| <input type="checkbox"/> de soutien x 2                         | : deux ans (12 nos + 1 cd "éthiopiennes" no ..... ) | <b>160 eur</b>           |

(chèques à l'ordre de « MDP »)

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ORGANISATION (\*) \_\_\_\_\_ E-MAIL (\*) \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
(\*) = facultatif \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

J'ai pris bonne note que :

- mon abonnement, sauf indication spéciale, me sera servi à compter du numéro en cours.
- je recevrai le journal tous les deux mois, vers la fin du mois, selon délais postaux.

DATE ET SIGNATURE (OBLIGATOIRES)

LES NOUVELLES D'ADDIS EST ÉDITÉ PAR LA SARL MOULIN DU PONT (MDP) RCS PARIS B 418 576 559 (98B06483)  
CONFORME À LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS DU 06/01/78

## S'abonner

règlement à l'ordre de l'agence  
de presse "Moulin du pont" (MDP)

Possibilité de s'abonner en ligne :  
<[http://www.lesnouvelles.org/  
P70\\_boutique/70003\\_abonneLNA.php](http://www.lesnouvelles.org/P70_boutique/70003_abonneLNA.php)>

## Soutenir

Soutien à l'ordre de l'association  
les "Amis des nouvelles d'Addis" (ANA)  
(un reçu vous sera adressé)

Je soussigné verse aux "Amis des nouvelles d'Addis" (ANA) un soutien d'un montant de

- 10 euros                       50 euros                       200 euros

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ORGANISATION (\*) \_\_\_\_\_ E-MAIL (\*) \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
(\*) = facultatif \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

- Association des "Amis des nouvelles d'Addis" (ANA), régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture de l'Essonne (91) sous le n° 2304 ; parution au J.O. n° 22 du 31 mai 2003.
- Je recevrai un reçu

Chèque à l'ordre de l'association des "Amis des nouvelles d'Addis" (ANA)  
à adresser à Robert Wiren, 3 allée Prairie de Courcelle, 91190 Gif-sur-Yvette, France.

DATE ET SIGNATURE (OBLIGATOIRES)